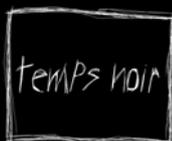


AFRIQUE(S)

Une autre histoire du XX^e siècle

Une série documentaire de
Elikia M'Bokolo, Philippe Sainteny, Alain Ferrari
Réalisée par Alain Ferrari
Et produite par Tancrède Ramonet



en coproduction avec
France 5 et l'Institut National de l'Audiovisuel
en association avec
TV5 et Canal France International

« Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse continueront de glorifier le chasseur. »

Proverbe africain

PRÉSENTATION

Résumé :

La série *AFRIQUE(S), Une autre histoire du XX^e siècle* propose de revivre 100 ans de l'histoire de l'Afrique, par la voix de ses grands acteurs, tous ceux qui, de près ou de loin, ont pris part à son réveil et l'ont fait entrer dans le XI^e siècle.

Construite à partir d'archives inédites et en danger de disparition, et d'entretiens avec les plus grandes personnalités africaines, la série *AFRIQUE(S), Une autre histoire du XX^e siècle* raconte l'histoire intérieure et méconnue du continent noir.

Elle dévoile, à la manière d'une épopée, la geste de ces peuples africains qui, depuis les soubresauts de l'ère coloniale jusqu'aux grandes aventures de la démocratie et de l'unité africaine, en passant par le bouillonnement des indépendances et les guerres civiles, le chaos des conflits mondiaux, l'effervescence des crises et les renouveaux culturels, ont été au cœur des grands bouleversements du siècle passé.

Et en révélant pour la première fois cette mémoire de l'Afrique, la série donne à tous l'occasion de découvrir une autre face de notre histoire commune, une autre histoire du XX^e siècle...

Episodes :

- Episode 1 : Le Crépuscule de l'homme blanc (1900-1945)
- Episode 2 : L'Ouragan Africain (1945-1964)
- Episode 3 : Le Règne des partis uniques (1964-1989)
- Episode 4 : Les Aventures ambiguës de la démocratie (1989-2010)

Avec la participation de :

Abdou Diouf, Alpha Oumar Konaré, Boutros Boutros-Ghali, Jerry Rawlings, Wangari Maathai, Kenneth Kaunda, Joaquim Chissano, Kofi Annan, Frederik de Klerk, Ahmed Ben Bella, Emil Derlin Zinsou, Nuruddin Farah, Ernest NDalla, Boubacar Boris Diop, Justin Bomboko, Pedro Pires, Shula Marks, Wole Soyinka, Abel Goumba...

Réalisation et diffusions :

Un proverbe africain dit : « *Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse continueront de glorifier le chasseur.* »

Co-écrite par Elikia M'BOKOLO, historien, directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, et Philippe SAINTENY, journaliste, ancien rédacteur en chef à Radio France Internationale, la série est réalisée par Alain FERRARI, produite par *Temps noir*, France 5 et l'INA, en association avec TV5 MONDE et CFI, avec le soutien de l'ACSE et du Fonds de la diversité.

A l'occasion de la commémoration en 2010 du 50^e anniversaire des indépendances de 18 pays africains, de l'organisation de la Coupe du monde en Afrique du sud et du 3^e grand sommet Union Européenne-Union Africaine, la série *AFRIQUE(S)* raconte à tous pour la première fois l'histoire du continent africain « du point de vue des lions ».

Fiche technique :

Réalisateur :	Alain Ferrari
Auteurs :	Philippe Sainteny & Elikia M'Bokolo
Coréalisateur :	Jean-Baptiste Péretié
Graphisme :	Michel Blustein
Narratrice :	Carole Karemera
Producteur :	Tanocrède Ramonet
Production déléguée :	Temps noir
Une coproduction :	France 5 / INA
Avec la participation de :	TV5 Monde et Canal France International
Edition DVD :	INA
Image :	Pierre Maillis-Laval Nicolas Duchêne Gilles Piquard Jean-Jacques Mrejen
Prise de son :	Michel Kharat Alain Vernois Nicolas Samarine
Montage :	Didier Ranz Olivier Ferrari Gabriel Humeau
Documentalistes :	Marie-Hélène Barbéris Marie-Nicole Feret Edwige Laforet
Durée :	4x90'
Support de tournage :	HDcam

INTRODUCTION

AFRIQUE(S), Une autre histoire du XX^e siècle est une série qui raconte en 4x90' un siècle de l'histoire politique africaine. Elle représente une entreprise d'une ampleur, d'un prestige et d'une ambition exceptionnels. Elle répond à une attente en France, en Afrique et dans le reste du monde.

Le projet part d'un simple constat : il existe mille et un films qui traitent de l'Afrique d'une manière événementielle (sur Lumumba ou Mandela ; sur le Rwanda ou l'Ethiopie). Aucun ne parvient à rendre compte à la fois de la complexité et de la profondeur des problématiques qu'il embrasse.

Car l'Afrique doit s'envisager comme un tout et sur une durée plus longue.

La série *AFRIQUE(S)* propose donc de raconter l'histoire de l'ensemble du continent sur un siècle par la bouche même de ceux qui l'ont faite et vécue, par l'œil de ceux qui en ont été les témoins et les acteurs, qui devant et derrière la caméra ont capté les moments historiques et les mouvements de fond qui ont présidé et président toujours à son réveil.

Grâce à ces témoignages, la série permet pour la première fois d'appréhender chaque événement de son histoire dans sa complexité tout en tissant un récit passionnant.

Ici réside la force de son point de vue, l'intérêt de son approche et la nécessité de son existence.

Elikia M'Bokolo, Philippe Sainteny, Alain Ferrari et Jean-Baptiste Péretié sont les pivots de cette aventure inédite. Quatuor prestigieux et complémentaire, capable de peindre cette fresque séculaire, d'en faire sentir le souffle, sans rien sacrifier de l'exactitude historique, de proposer des clés de compréhension avec le souci constant de la rendre vivante et accessible à tous.

Elikia M'Bokolo est directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris. Ses activités d'enseignant-chercheur se déroulent aussi dans les universités du monde entier (Kinshasa, Antananarivo, Maputo, San Marino, Lisbonne, New York). Attentif aux besoins des sociétés africaines en mutation, il sert de conseil auprès de l'UNESCO pour les problèmes de la culture, du développement et de la démocratisation. Depuis de longues années, il produit pour RFI l'émission d'histoire africaine *Mémoire d'un continent*. Il est enfin l'auteur de certains des ouvrages les plus fondamentaux sur l'Afrique contemporaine et le prestigieux intervenant de nombreux documentaires. Le projet *AFRIQUE(S)* entend raconter l'histoire de l'Afrique comme seul Elikia sait le faire : de manière érudite et intime, passionnante et accessible.

Cette connaissance globale et érudite de l'Afrique est relayée par la clarté et la précision des analyses de Philippe Sainteny. Homme de télévision et de radio (ORTF, TF1, RFI), grand intervieweur (producteur de *Livre d'or*, les grands entretiens de RFI), Philippe a aussi coréalisé de très nombreux documentaires et conçu avec Elikia M'Bokolo le coffret *Afrique, une histoire sonore*. Sa science de l'interview et son talent de passeur garantissent à la série *AFRIQUE(S)* le

prestige des personnalités interviewées, la précision des informations dévoilées, la vivacité de son rythme.

Pour traduire à l'écran ce gigantesque travail d'histoire et de mémoire, Alain Ferrari est le chef d'orchestre de la série. Spécialiste du travail sur les archives, habitué des entreprises filmiques de longue haleine, Alain Ferrari a réalisé plus d'une quarantaine de documentaires. Parmi ceux-ci, *Les Aventures de la liberté (4x52')*, *Moyen Orient (2x60')*, *La Nuit des hommes libres* ou *Milice, film noir* sont des films historiques de référence, salués pour leur rigueur éditoriale et leur grand pouvoir d'incarnation dans le tissage étroit d'entretiens et d'images d'archives. Ces qualités de réalisateur se doublent d'un art savant du récit visuel et d'une profonde sensibilité artistique comme l'ont démontré ses participations à la série *Un siècle d'Écrivains*, sur laquelle il a travaillé en tandem avec Philippe Sainteny.

Il est appuyé par Jean-Baptiste Péretié, jeune réalisateur rompu aux grands entretiens (*Mémoires de la Shoah*, pour l'INA et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah), qui travaille aussi bien pour Arte (*Cut Up*) que pour France Culture (*Sur les docks, A Voix nue*).

Cette collaboration entre un essayiste européen et un historien africain, mise en scène par un cinéaste expérimenté secondé par un jeune réalisateur, permet d'organiser un dialogue par-delà les continents et les barrières culturelles.

Par leurs bouches, avec ses images, l'Afrique se raconte à tous ceux qui ne la connaissent pas, elle se dévoile sous un jour nouveau à tous ceux qui croyaient la comprendre.

AFRIQUE(S), une autre histoire du XX^e siècle se compose de 4 épisodes de 90'. Chacun de ces épisodes est construit selon un découpage chrono-thématique (à chaque période définie, sa problématique propre) et peut être vu indépendamment des autres (un début, un milieu, une fin), sans pour autant perdre sa vocation première, celle d'être une étape essentielle pour la compréhension d'un récit de longue haleine.

Voici la liste de ces 4 épisodes :

- Le Crépuscule de l'homme blanc (1885-1945)
- L'Ouragan africain (1945-1964)
- Le Règne des partis uniques (1964–1989)
- Les Aventures ambiguës de la démocratie (1989-2010)

Ainsi découpée, ainsi conçue, ainsi menée, cette série s'imposera à tous comme l'un des événements audiovisuels de ces prochaines années.

En 2010 l'Afrique nous donne rendez-vous avec elle-même, son peuple, ses cultures, son histoire.

Notre série et tous ceux qui auront accepté de nous accompagner dans l'aventure de sa production y seront présents et pourront dire plus tard avec nous : « J'étais au rendez-vous de l'Afrique avec le monde !... »

Tancrede Ramonet

UNE HISTOIRE GENERALE

« Le spectacle actuel le plus excitant pour l'esprit est sans doute celui des cultures « en transit » de l'immense Afrique noire. »

Fernand Braudel

Rappelons que plus des trois-quarts des Africains vivant aujourd'hui sont nés après 1980. Cette marée montante des jeunes générations a besoin de connaître et de se réapproprier son histoire.

Quant aux non-Africains, et notamment les Européens, est-il acceptable que demeure à ce point méconnue l'histoire d'un continent si proche par la géographie (15 kilomètres séparent Gibraltar de Tanger !) et, mieux encore, par tant d'expériences partagées pour le meilleur et pour le pire ?

Une histoire audiovisuelle de l'Afrique est donc plus que jamais nécessaire. Mais ce récit filmique d'une histoire à la fois collective et singulière de l'Afrique de 1885 à nos jours est-il possible ?

1. L'Afrique ou les Afriques ?

Si l'éclairage porte principalement sur la zone subsaharienne, l'Afrique est entendue ici au sens d'un continent qui s'étend du Caire au Cap et de la Sénégalie aux îles de l'Océan Indien. Sont dépassés les découpages, liés à la colonisation, entre Afrique francophone, Afrique Anglophone et Afrique lusophone, en même temps que les distinctions plus anciennes issues de l'anthropologie physique ou culturelle opposant Afrique musulmane et Afrique chrétienne ou animiste...

D'une part, parce que tous les Etats sont constitués, à des doses variables, de la combinaison de ces différentes Afriques et, d'autre part, parce que les devenir et les destins comparés des différents Etats présentent de nombreuses parentés. Ce n'est pas par hasard que beaucoup, oubliant les distances, les climats et les frontières, ont tendance à parler de l'Afrique comme d'un « pays » !

Le continent africain qui, comme les Amériques, a été presque entièrement colonisé par l'Europe, a pu et a su préserver, à la différence du Nouveau Monde, et malgré les traites esclavagistes, ses populations « indigènes », par des stratégies n'ayant leur équivalent qu'en Asie : le mélange de « résistance » et de métissage a permis la survie et, au-delà, l'émancipation.

Il y a donc une grande singularité de l'Afrique à l'intérieur de ce qu'on a appelé « le Tiers Monde ». Précoce à l'échelle du continent, cette émancipation déjoua les calculs des métropoles coloniales qui surent tant bien que mal s'y adapter, en fonction de leurs trajectoires historiques propres et du rapport momentané des forces politiques en leur sein. Elle fit aussi surgir de nouveaux enjeux pour les superpuissants acteurs de la Guerre Froide, avant que l'Afrique, à son tour, se trouve prise dans les filets de la grande confrontation mondiale.

Libérés de la tutelle colonialiste, la plupart des chefs d'Etats africains surent éviter de devenir prisonniers aussi bien de l'URSS que des Etats-Unis d'Amérique et réussirent à ménager des relations privilégiées avec l'Europe et avec certains Etats, au premier rang desquels la France.

Cette diplomatie habile permit à l'Afrique d'expérimenter des formules politiques originales dont ses peuples furent d'abord les victimes non consentantes pendant l'ère des partis uniques, du milieu des années 1960 au milieu des années 1980, avant de se lancer, toutes forces vives dehors, dans l'élan irrésistible de la démocratisation au niveau des Etats et dans la nouvelle donne de la « renaissance » à l'échelle du Continent, avec plus ou moins de bonheur.

2. Une histoire politique ou une histoire générale ?

Cette histoire de l'Afrique est une histoire avant tout politique du XX^e siècle.

Parce que, s'il est clair que la politique n'épuise pas tout (par exemple l'impact de la pandémie du sida, les sécheresses et les famines, la nouvelle donne pétrolière, le rayonnement d'écrivains, de cinéastes et de musiciens), il n'en demeure pas moins qu'elle pèse d'un poids considérable sur la vie quotidienne et la destinée des Africains de 1900 à nos jours.

Parce que, en Afrique, les péripéties de la vie politique sont essentielles en tant que repères, même contradictoires, de l'avènement de l'Afrique sur la scène internationale et comme cadre général des transformations plus profondes que ce continent a connues depuis un siècle.

Parce que les noms de Haïlé Sélassié, Patrice Lumumba, Idi Amin Dada, Sékou Touré, Félix Houphouët-Boigny et, plus près de nous, Nelson Mandela constituent des supports emblématiques de toute une série de représentations et de sentiments relatifs à l'Afrique, et dans le même temps, une référence obligée pour tout ce qui touche à son histoire, aussi bien pour les avancées que pour les reculs.

3. Une histoire d'aujourd'hui ?

Processus politiques internes aux Etats, dynamiques sociales et culturelles, interférences internationales s'imbriquent dans une sorte de ronde endiablée dont l'Afrique, se découvrant, s'inventant et se réinventant au fur et à mesure, reste le fil conducteur.

Cette histoire se présente comme un Janus démultiplié, dont les visages changeants, renvoyant au même personnage, sont saisis à travers les figures de certains hommes d'Etat. Ou encore à travers certains moments-clé, s'exprimant par des mouvements individuels ou collectifs qui font entrer sur scène des anonymes ou des profils éminents, mouvements révélateurs de situations singulières et sans lendemain, ou à l'opposé faisant écho, à la fois comme modèles ou repoussoirs.

Cette histoire épique de l'Afrique la positionne dans le débat sur la signification des tensions et des conflits réels ou potentiels de notre monde : il s'agit d'un continent qui, loin de caresser le rêve d'un quelconque « choc des civilisations », reste profondément, et à son avantage, l'un des lieux les plus créatifs du fécond « rendez-vous du donner et du recevoir » selon la formule de Léopold Sédar Senghor.

Oui, si proche et si lointaine à la fois, cette Afrique de bientôt 1 milliard d'habitants...

Il est grand temps, vraiment, que le « Continent oublié » cesse de l'être.

Elikia M'Bokolo & Philippe Sainteny

SYNOPSIS DETAILLES

Avertissement

En aucun cas les synopsis détaillés qui suivent ne prétendent être exhaustifs ou définitifs. Des points pourraient être plus développés, d'autres abordés de manière plus elliptiques, d'autres encore passés sous silence, d'autres enfin qui ne sont pas évoqués mis en lumière.

Ils sont un travail préparatoire, prolégomènes à la réalisation future d'une série documentaire faite d'images et de sons que nous imaginions en 10 épisodes et qui aujourd'hui a été revue en 7.

Si nous les donnons à lire dans leur ancien format, c'est qu'ils peuvent donner au lecteur une juste idée de l'ampleur et de l'ambition du projet, son mouvement global et sa dramaturgie particulière, son originalité et sa force : un mélange d'histoires méconnues et d'événements considérés sous un angle nouveau, une autre histoire de l'Afrique c'est-à-dire une autre histoire du XX^e siècle...

ACTE 1

Premières résistances dans l'Afrique partagée (1900-1918)

Prologue

Si l'on excepte les grandes figures contemporaines (**Kwamé Nkrumah**, **Nelson Mandela**, **Patrice Lumumba** et, dans une moindre mesure, **Thomas Sankara**), les grands hommes auxquels se réfèrent dans leur majorité les Africains d'aujourd'hui ne sont pas du dernier siècle, mais du précédent. Ces grands hommes-là, qu'ont-ils en commun ? A quelle source se nourrit l'admiration qui leur est portée, notamment par la jeunesse, et cela sur l'ensemble du Continent ? À une attitude : **la Résistance**. Ils se nomment **Samori Touré**, le *faama*, bâtisseur d'Empire, père de la révolution *dyula* et farouche opposant, les armes à la main, à l'occupation coloniale. Ils se nomment **Béhanzin**, roi du Dahomey, tout aussi résistant que son « frère » guinéen, ou encore **Ranavalona III**, l'indocile souveraine de Madagascar, sans oublier *l'ashantehene Prempeh I*, ni « la femme au fusil », la **Queen Mother Nana Yaa Asantewa**, tous deux de l'actuel Ghana, ni **Gugunhana**, souverain du dernier grand royaume bantou dans le Sud du Mozambique. Les combats, les défaites, l'exil, et souvent la mise à mort de ces personnages, qui se sont installés en majesté dans la mémoire de leurs compatriotes d'aujourd'hui et demeurent si méconnus dans celle des Occidentaux, seront analysés dans le cours de ce premier épisode ; et c'est à Conakry, là où se trouve un Musée des Héros qui évoque leur souvenir, que débutera cette saga d'un siècle d'histoire de l'Afrique.



Thomas Sankara
Photo : AFP

Le partage de l'Afrique

En cette fin du 19^e, au moment où tous ces souverains exercent leur pouvoir, l'Afrique aiguise plus que jamais l'appétit des grandes puissances européennes de *la Belle Epoque*. Réunie à Berlin en 1884-1885 à l'initiative du chancelier d'Allemagne, **Otto von Bismarck**, la **Conférence de Berlin** définit les règles de son partage entre colonisateurs, sans se soucier de demander leur avis aux Africains. Mais l'Afrique ne s'est pas donnée à l'Europe. Elle s'engage même dans la voie incertaine, longue et difficile, de la résistance. Résistance qui la conduira finalement à recouvrer son indépendance et à organiser le regroupement des morceaux épars laissés par la colonisation. Une épopée qui s'achèvera près d'un siècle plus tard.

Le panafricanisme, une réponse possible ?

En 1900, se réunit à Londres, capitale de la plus grande puissance coloniale en Afrique (le symbole est d'envergure !), la première **Conférence Panafricaine**. Les initiateurs de cette réunion inédite, qui sont-ils ? Des Noirs de la diaspora, descendants d'esclaves arrachés autrefois à l'Afrique, et résolus à faire de celle-ci un continent qui pèsera dans le devenir du monde. Il y a là : **Henry Sylvester Williams**, un avocat originaire de Trinidad, qui multiplie les voyages en Afrique australe et occidentale ; et **Benito Sylvain**, journaliste formé à Paris, proche du *négus* Ménélik d'Ethiopie. Il y a surtout **W. E. B. Du Bois***, historien et activiste anti-raciste aux Etats-Unis, combattant inspiré de l'égalité des races, et qui finira sa vie en Gold Coast, devenue indépendante, comme simple citoyen du nouveau Ghana.

En Afrique, de nombreuses initiatives, éloignées en apparence du dessein panafricain, le rejoignent en réalité. Et notamment par la réinterprétation de la religion des Blancs considérée comme moyen du salut. Etrange mais efficace détournement. Ainsi, dans l'Union Sud-Africaine, des églises chrétiennes noires et indépendantes se réclament de **l'éthiopianisme**, ce mouvement politico-religieux né à la fin du 18^e siècle. En Gold Coast et au Nigeria, où de nombreux chrétiens, inspirés par le philosophe **Edward Wilmot Blyden**, rejettent les prénoms et les rites européens au profit de leurs équivalents africains. Lesquels trouvent leur origine dans un faisceau de traditions ouvertement sollicitées. Il en est de même du prophète **Wade Harris** qui, parti du Libéria, convertit des foules, en Côte d'Ivoire, avec la promesse d'un très prochain salut.

La confusion des genres

Mais le prochain salut se fait attendre et dans l'attente de ce que demain apportera, la carte de l'Afrique se couvre des couleurs des grandes nations européennes. Royaume-Uni, France, Allemagne, Portugal, Italie, Espagne. Et, dans cet ensemble, un cas extrême, celui du roi des Belges, **Léopold II**. Ce dernier obtient à la Conférence de Berlin que l'Etat Indépendant du Congo lui soit reconnu par les puissances participantes comme sa **propriété privée**, et c'est bien lui qui emploiera le premier cette détestable appellation de « gâteau » pour désigner le continent africain et les richesses dont il regorge. Il faudra attendre 1908 pour que la Belgique, par testament du Roi et un an avant sa mort, prenne possession de ce territoire, le plus vaste d'Afrique et, sans doute, le plus riche. Si, d'une façon générale, cette première vague de colonisation se fait à coup de **guerres de conquête** et génère un **débordement de violences**, il faut, dans le même temps, que cette colonisation coûte le moins cher possible aux contribuables et aux budgets des puissances européennes. Leurs gouvernements acceptent alors, presque partout, d'abandonner leurs droits régaliens à des **entreprises privées**. Appelées compagnies à charte, ces entreprises sont (théoriquement !) tenues à des obligations envers les pouvoirs publics et à leur contrôle. Le plus souvent, c'est le contraire qui se produit et, sur le terrain, les administrateurs se mettent au service des compagnies privées. Voilà bien **la confusion des genres** et il n'en est pas de meilleur exemple que

* Ce même William Edward Burghart Du Bois, s'amusant de ses origines, disait qu'il était porteur « *d'un flot de sang nègre, d'un filet de sang français, de quelques gouttes de sang hollandais, mais, Dieu merci, de pas une goutte de sang anglo-saxon !* ».

celui de l'Afrique du Sud. Ses fabuleuses richesses – le diamant et l'or – valent à l'Union Sud-africaine d'avoir les entreprises les plus puissantes. Il en est ainsi de la British South African Company et de la De Beers, toutes deux fondées par l'homme d'affaires et homme politique britannique **Cecil Rhodes** (quel personnage !). Ce sont des entreprises qui, dans la réalité, se comportent l'une et l'autre comme de véritables **Etats dans l'Etat**. Pire : elles vont jusqu'à organiser des opérations militaires et à signer des « traités » d'abandon de souveraineté avec des chefs indigènes ! Même s'il s'agit là d'un cas extrême de confusion des genres, il n'est pas unique : l'Afrique de l'Est allemande et le Niger sont soumis à un régime quasi-équivalent.

Au cœur des ténèbres

L'Afrique centrale, pour sa part, voit se multiplier les abus les plus choquants. Au Congo français, par exemple, où la fête du 14 juillet devient prétexte à de sanglantes célébrations. Là, de jeunes administrateurs se distraient en faisant sauter des grenades attachées à la tête des « indigènes ». Le comble est atteint au Congo léopoldien – *Le Cœur des ténèbres* de Joseph Conrad – où la récolte forcée du caoutchouc et la fourniture obligatoire de l'ivoire conduisent à des excès inimaginables. Fondée, en réaction, par le journaliste anglais et militant inépuisable **Edmund Morel** (auteur entre autres de *King Léopold's Rule in Africa*, 1904), la *Congo Reform Association* réunit des personnalités aussi diverses que **Conan Doyle**, **Mark Twain**, **Félicien Challaye**, et dénonce les « atrocités du caoutchouc rouge », visage moderne de l'esclavage.

Quant aux armées coloniales, peut-on dire qu'elles auront participé à ce que certains n'ont pas hésité à nommer le « temps des exterminations » ? Sans doute faut-il nuancer une telle expression, mais comment qualifier les actes de barbarie qui se déroulent dans le Congo de Léopold (crimes contre le genre humain ?) et dont l'Allemagne de Guillaume II se rend coupable par ses actions de répression au Sud-Ouest africain (génocide ?). Là, en effet, dans l'actuelle Namibie, le massacre organisé des Herero fait passer leur population de 80 000 à 15 000*.

Une sinistre litanie

Et, dans cette tourmente, que deviennent les grands hommes évoqués en préambule de ce récit ? Au tournant du 20^e siècle, tous les Etats africains sont soumis et démantelés. Pour avoir résisté, les armes à la main, à la domination étrangère, les souverains sont le plus souvent exécutés. Les survivants sont déportés : **Samori Touré**, qui avait rêvé de reconstituer les grands empires du Moyen Age, meurt au Gabon en 1900 ; **Béhanzin**, le roi du Dahomey, est exilé en Martinique puis en Algérie, où il meurt en 1906 ; **Ranavalona III**, elle aussi exilée, mais à La Réunion, puis en Algérie, y meurt en 1917 ; **Prempeh I**, le dernier roi *ashanti*, exilé dans un premier temps en Sierra Leone, puis aux Seychelles, en revient comme simple sujet de Sa Majesté Britannique en 1924 ; **Gungunhane** est mort aux Açores en 1906, après avoir connu l'exil à Lisbonne. Le seul à survivre de ce gigantesque naufrage est le *négus* **Ménélik II**, dont les

* Même si sa responsabilité ne peut pas être directement mise en cause, il faut noter que l'un des prédécesseurs du général Lothar von Trotha, l'artisan de ce massacre en 1904-1905, a été Heinrich Goering, premier gouverneur de la colonie (1885-1890) et père du « satrape » nazi Hermann Goering.

troupes avaient infligé aux Italiens la sévère défaite d'Adoua (1^{er} mars 1896) et qui, jusqu'à sa mort en 1913, entreprend de construire un Etat national et une société modernes. Les mises à mort n'en continuent pas moins, et cela jusqu'à la veille de la Grande Guerre. Ainsi, **Rudolf Manga Bell**, l'un des chefs *doualas* du Cameroun, sera pendu le 8 août 1914, dernier jour de cette semaine qui voit les puissances européennes, et le plus souvent coloniales, se déclarer la guerre les unes après les autres.

Le cas sud-africain

L'Afrique du Sud fait figure d'exception. Les Européens, en majorité des Hollandais, auxquels s'ajoutent des Huguenots venus de France, s'y étaient installés en force et progressivement depuis le milieu du 17^e siècle, établis temporairement dans le cadre des guerres de la Révolution et de l'Empire. Les Anglais vont y prendre possession de façon plus durable, la découverte du diamant et de l'or les incitant à faire de cette région leur colonie. **La Guerre des Boers**, qui découle de cette ambition britannique, durera trois ans (1899-1902), et demeurera une « affaire » de Blancs, ces derniers redoutant une participation des Noirs, porteuse de dangers à venir, et désirant donc les tenir à l'écart de ce conflit.

L'avenir est... ailleurs !

Partout, la colonisation s'installe. Elle met en place des structures territoriales et administratives. Elle élabore une politique fiscale contraignante et, prenant appui sur cette dernière, lance de grands travaux de construction, chemins de fer et routes, qui mobilisent une très nombreuse main d'œuvre noire, et souvent de façon dramatique. Cette colonisation, ceux qui s'y opposent sont maintenant convaincus que la voie des armes ne suffira pas à y mettre un terme. Alors, la nouvelle jeunesse africaine, celle qui a été formée dans quelques très rares écoles (le plus souvent missionnaires), commence à regarder ailleurs. Et pour beaucoup de ces scolarisés, notamment dans les colonies britanniques, c'est vers les Etats-Unis que leur regard se tourne, vers ces Etats-Unis où, depuis l'abolition de l'esclavage, les écoles et universités noires se multiplient. Ils ont un modèle, le descendant d'esclaves et fondateur du célèbre Institut Tuskegee, **Booker T. Washington**, auteur par ailleurs d'un ouvrage de grande notoriété, *Up from Slavery*. L'un de ces étudiants, **Pixley Kalsaka Seme**, après de brillantes études à l'Université de Columbia puis à Oxford, de retour en Afrique du Sud, fonde le *South African Native National Congress* en 1912. Dans le même temps, les premiers partis politiques voient le jour, avec ou sans autorisation. On peut distinguer le parti des *Jeunes Sénégalais*, qui sont détenteurs de la citoyenneté française, et dont le favori, **Blaise Diagne**, est élu député du Sénégal en 1914 (le premier noir d'Afrique à siéger au Parlement français), alors que, dans le même temps, d'autres fondateurs de partis se tournent vers l'Asie, et principalement vers l'Inde du **Mahatma Gandhi**, dont le combat en Afrique du Sud inspire les fondateurs de l'ANC. Ou encore vers ce Japon triomphant qui vient d'infliger une défaite cinglante au géant russe, et que le pasteur malgache Ravelojaona exalte dans son livre *Le Japon et les Japonais* (1913).

Epilogue (très) provisoire

Ainsi, de même que l'esclavage avait été imposé à l'Afrique par la force, de même la colonisation s'abat sur elle avec des moyens de destruction et de domination que multiplient les techniques modernes. La traite et l'esclavage ont duré près de quatre siècles. L'histoire pourrait-elle se répéter ? A regarder les choses du côté africain, cela paraît peu probable, tant la domination étrangère se heurte, dès ses commencements, à toutes les formes de refus, de résistance et de rejet.

ACTE 2

La Grande frontière

(1914-1918)

Prologue

« *L'Afrique nous a coûté des monceaux d'or, des milliers de soldats et des flots de sang. L'or, nous ne songeons pas à le lui réclamer. Mais, le sang et les hommes, elle doit nous les rendre avec usure* ». Voilà ce que déclare, en 1910, le rapporteur du budget des colonies, Adolphe Messimy. A l'inverse, sentant venir la guerre, Von Doenig, le gouverneur allemand du Togo fait parvenir à Berlin des télégrammes qui déconseillent vivement d'offrir aux Africains le **spectacle de déchirements entre Blancs**. Il fait ainsi preuve d'une grande lucidité. La guerre de 14-18 va en effet modifier, et de façon durable, les rapports entre Européens et Africains, faisant tomber le Blanc de son piédestal et le privant ainsi de son statut quasi-divin d'être supérieur, le conflit ayant fait apparaître qu'il existait, en fin de compte, des « *bons* » et des « *mauvais* » Blancs.

La guerre qui éclate en Europe est *aussi* l'affaire de l'Afrique, dans la mesure où la compétition entre les impérialismes coloniaux peut être considérée comme l'une des causes de cet affrontement. Et de fait, c'est bien en Afrique que les rêves de grandeur des puissances européennes trouvent leur champ d'application le plus significatif et le plus disputé. Ainsi l'idée, chère au milliardaire anglais **Cecil Rhodes**, d'un bloc britannique allant du Cap au Caire, s'est-elle heurtée au calcul français, de créer de son côté, un glacis de Dakar à Djibouti. Ambitions adverses dont le choc frontal aurait déjà pu dégénérer en guerre après le symptomatique « incident » de **Fachoda** en 1898. Pour sa part, et en agitant le projet d'une *Mittelafrika* allemande, qui engloberait en Afrique centrale toutes les colonies, aussi bien françaises que britanniques, belges ou portugaises, le Reich de Guillaume II menace directement l'équilibre fragile adopté par les puissances à la Conférence de Berlin (1885). D'où une situation « explosive » et un fait aujourd'hui un peu négligé par certains historiens de la Grande Guerre : en 1914, les colonies africaines représentent la plus grande longueur de frontières communes aux belligérants européens. C'est la **grande frontière**.

Comment ne pas comprendre alors, devant cet état de fait, que la guerre va avoir en Afrique des **effets immédiats** et, ce qui est sans doute plus difficile à évaluer pour l'époque, des **répercussions durables** ?

L'Afrique, terre de combats

Alors que se poursuivent les guerres de « pacification » contre certaines populations toujours rebelles à l'emprise coloniale, l'Afrique voit donc un autre type de conflit bouleverser ses terres. Une nouvelle « course aux colonies » en réalité, dont l'objectif est la conquête des possessions allemandes – Togo,

Cameroun, Sud-Ouest africain, Namibie et Tanganyika. Il faut faire vite car, pour les puissances qui s'affrontent, l'essentiel se passe en Europe. Ce sont donc, à l'exception de l'une d'entre elles, des batailles d'une très grande intensité, brèves et violentes. De très courte durée (quelques semaines) s'agissant du Togo. Plus longue (août 1914-février 1916) et plus meurtrière au Cameroun (avec des soldats noirs présents des deux côtés). Strictement réservée aux Blancs dans le Sud-Ouest africain, les Allemands comme les Sud-africains ayant refusé (le mauvais exemple !) que des Noirs participent aux combats. À cette dernière exception près, l'« organisation » des armées est toujours la même d'un côté comme de l'autre. Les officiers sont blancs, les hommes de troupe recrutés parmi les populations locales. Et voici que, pour la première fois, des Noirs ont le droit de tuer des Blancs, *et cela, en toute impunité*. Fières de leurs victoires sur les champs de bataille et de leurs décorations exhibées par la suite, les troupes noires acquièrent une identité nouvelle, qui a pour référence leurs territoires de provenance, et porte en germe les indépendances à venir.

Afrique, terre de combats, quel bilan ? Certaines campagnes, les plus longues, ont perturbé l'activité agricole, et le rendement des cultures, forcé les populations à des déplacements incertains, bouleversé les économies. Significative de ce point de vue, est la guerre d'usure menée en Afrique Orientale par le général allemand **von Lettow Vorbeck** (un stratège hors pair par ailleurs, et que l'on peut considérer comme l'inventeur de la guérilla moderne) qui provoque des ravages irréparables, dont l'Afrique Orientale allemande (Tanganyika) et le nord du Mozambique, alors colonie portugaise, mettront longtemps à se relever.

L'appel à l'Afrique

En Europe, la guerre, que les soldats espéraient brève, se prolonge. La France est d'autant plus inquiète que souffrant depuis des décennies d'une grave crise démographique, elle craint de manquer d'« hommes » si jamais le conflit devait s'éterniser. Et alors que les autres puissances rejettent avec fermeté l'emploi de troupes africaines sur le front européen, la France, elle, n'hésite pas à puiser massivement dans *la « force noire »*. Cette force noire dont le colonel Charles Mangin avait vanté les vertus guerrières dans un livre éponyme publié en 1910 et qui avait connu un grand succès. Pour le colonel, grand connaisseur de l'Afrique, « *les troupes noires ont les qualités que réclament les longues luttes de la guerre moderne : rusticité, endurance, instinct du combat, absence de nervosité. Leur arrivée sur le champ de bataille produira sur l'adversaire un effet moral considérable* ». Certes, mais pour certains adeptes du recours à la force noire, les motivations sont moins nobles. Il ne s'agirait, en fait, que d'un **retour sur investissement**, tel qu'il apparaît dans la citation, donnée plus haut, de Messimy.

Voici venu le temps de la guerre et, en partie grâce au député du Sénégal **Blaise Diagne**, nommé Haut-Commissaire de la République, et **sergent-recruteur** de haut vol*, ce sont quelque 180 000 « tirailleurs sénégalais » qui viennent combattre sur le sol européen. Entre ces soldats « d'un autre monde » et les métropolitains, le malaise est perceptible. Car dans un premier temps, et avant

* En échange, il est vrai, de promesses devant améliorer, à l'issue de la guerre, le sort de ses « frères » d'Afrique, promesses qui d'ailleurs ne seront pas respectées.

que ne soit exaltée sa bravoure sur les champs de bataille, le combattant noir suscite une appréhension qui peut aller jusqu'à la peur : « *Qu'allons-nous devenir ? Nous ne pourrions plus laisser nos petites filles aller sur le chemin parmi ces sauvages !* » Réaction qui n'a rien d'exceptionnelle et que consigne **Lucie Cousturier** dans son (passionnant) ouvrage *Des inconnus chez moi* (1920). Du côté africain, rares sont ceux qui approuveront, dans les années suivant le conflit, le soldat **Bakary Diallo** et son récit autobiographique, *Force-Bonté* (1926), un hommage vibrant à la France coloniale, qui ne « passe pas » aux yeux de ses camarades de combat. En premier lieu, parce qu'elle tarde bien à venir cette citoyenneté française promise à ceux des engagés qui reviendraient des combats. Mais, plus encore, par la persistance d'images traumatisantes et le souvenir horrifié de la tranchée et des montées en ligne. Sur les 180 000 soldats africains incorporés à l'armée française entre 1914 et 1918, 30 000 n'en revinrent pas. La moitié d'entre eux trouvant la mort sous les obus et les balles, l'autre moitié étant emportée par des maladies pulmonaires liées au froid !

Un effort de guerre aux conséquences multiples

L'effort de guerre ne se limite pas à l'engagement de soldats. Il représente aussi, pour l'Afrique, la lourde contrainte d'une production accrue pour satisfaire la demande des puissances colonisatrices et des efforts financiers supplémentaires.

Les systèmes de production sont bouleversés par la fréquence et l'ampleur des ponctions sur les ressources locales. Les déplacements de main d'œuvre touchent environ 1% de la population. Et alors que s'installent de façon durable, ici ou là, de graves pénuries, parfois, c'est la **famine** qui frappe. Ainsi au Gabon, où elle persistera jusqu'au milieu des années 1920, et dans les pays du Sahel qui, dans la décennie précédant la guerre, avaient déjà été touchés par une succession d'épizooties, de sécheresse et de famines. Si bien que dans ces pays, les organismes affaiblis par ces calamités antérieures, devinrent, au lendemain du conflit, une proie facile pour toutes sortes de nouvelles maladies à la fois endémiques et épidémiques. Ainsi la peste au Sénégal, tout comme la maladie du sommeil en zone équatoriale, sans oublier la grippe « espagnole » qui concerne toute l'Afrique et anéantit 5% de la population entre 1918 et 1922.

Mutations politiques et administratives

Si la colonisation a réussi à soumettre les souverains des anciens Etats, par la mise à mort, la déportation ou le remplacement des récalcitrants, il n'en est pas de même des sociétés villageoises. Considérées comme « anarchiques », elles continuent de se rebeller dans les limites territoriales des anciennes communautés. La Côte d'Ivoire illustre parfaitement cette situation. Dans son livre *La Pacification de la Côte d'Ivoire*, **Gabriel Angoulvant**, gouverneur de la colonie de 1908 à 1916, s'en fait le témoin, lui qui n'hésite pas à parler de « chasse à l'homme » devant les méthodes de contrainte et de violence utilisées pour le recrutement. Les mêmes faits se produisent au Nigeria sous l'autorité de **Sir Frederick Lugard**, gouverneur de la colonie de 1914 à 1919, et grand théoricien de l'administration « au large ». Sous la pression de ces nombreuses rébellions, Lugard se voit contraint de pratiquer au Nigeria deux modes d'administration opposés. Le Sud, étant soumis à une « administration directe », faite de répressions systématiques des rébellions et d'empiètements constants sur la vie des « indigènes », tandis que le Nord, domaine des chefferies et des

sultanats musulmans, est, pour sa part, crédité de cette fameuse **Indirect Rule** (« administration indirecte ») que la Grande Bretagne va vouloir ériger en modèle pour toute l'Afrique.

Les rébellions se « nationalisent »

Les situations ne manquent pas où la rébellion déborde les frontières ethniques pour s'étendre sur l'ensemble du territoire colonial et prendre ainsi, avant la lettre, une allure « nationale ». On ne compte plus ces insurrections face auxquelles les administrations coloniales se sentent impuissantes, au point que le gouverneur de l'AOF, **Joost van Vollenhoven**, va en prendre prétexte pour protester contre l'ampleur des recrutements militaires et démissionner. Un prétexte, quand on sait que sa motivation principale était, sans doute, le mécontentement de se voir coiffé par un supérieur noir, **Blaise Diagne**. Ces mouvements armés sont particulièrement préoccupants dans les régions sahéliennes du Niger, peuplées de Touaregs, où l'administration s'inquiète de possibles contacts avec les musulmans de l'Empire Ottoman, allié de l'Allemagne. Inquiétude infondée, puisque sur les terres où l'influence musulmane est nulle, les insurrections trans-ethniques sont partout visibles. Au Nyassaland par exemple, le pasteur baptiste **John Chilembwe** provoque des troubles généralisés et mène une lutte désespérée dans laquelle il appelle ses compatriotes à refuser de s'engager dans une guerre entre les Blancs, guerre dont **les Noirs ne pourraient sortir que perdants**.

Versailles, Clemenceau et le premier Congrès panafricain

Les discussions et les décisions des puissances victorieuses réunies à Versailles, et le traité qui en résulte, semblent en effet donner raison aux affirmations de Chilembwe. Alors, et mis en condition par Blaise Diagne, **Georges Clemenceau**, le Président du Conseil français, autorise la tenue à Paris du premier **Congrès panafricain**. S'il est vrai que l'homme d'Etat français semble maîtriser un agenda précis pour l'Afrique, le Congrès, pour sa part, révèle au grand jour le fossé qui sépare « extrémistes » et « modérés », et, plus encore, celui qui oppose les élites colonisées par la France et les Noirs venus des Etats-Unis d'Amérique ou issus de la colonisation britannique. Ces derniers réclament une action diplomatique vigoureuse, fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe cardinal des Quatorze Points du Président américain. En réponse à ces Noirs américains et britanniques, Blaise Diagne s'enflamme et affirme, parlant au nom de l'Afrique française : « *Nous, Africains de France, avons choisi de rester français puisque la France nous a donné la liberté et qu'elle nous accepte sans réserves comme citoyens égaux à ses citoyens d'origine européenne. Aucune propagande, aucune influence de la part de Noirs ou de Blancs ne peut nous empêcher d'avoir le sentiment que la France seule est capable de travailler pour l'avancement de la race noire* ».

Epilogue

La Grande Guerre se termine ainsi sur une note très amère. Les territoires arabes de l'Empire Ottoman sont répartis entre la France et le Royaume-Uni au titre de « mandats A » et donc de territoires que les puissances mandataires devront « émanciper » au plus tôt. A l'opposé, les territoires africains de l'Allemagne sont traités durement. La France et la Grande Bretagne, en effet, se

partagent le Togo et le Cameroun, tandis que la Belgique et la Grande-Bretagne reçoivent les dépouilles de l'empire est-africain de l'Allemagne. Or, il s'agit là de territoires sous « mandats B », dont les bénéficiaires jugeront du moment approprié pour les rendre souverains. Pour leur part, se réclamant de leur contribution à l'effort de guerre, les Blancs d'Afrique du Sud obtiennent le Sud-Ouest africain ex-allemand en « mandat C ». Un statut qu'ils pourront soumettre sans difficulté à leurs propres lois, autrement dit à un système de discrimination mis en place dès l'établissement de la colonie du Cap et dont l'aboutissement sera **l'apartheid**.

ACTE 3

Révoltes dans l'empire du silence

(1919-1939)

Prologue

Quel sort les vainqueurs de la première Guerre Mondiale, réunis à Versailles, vont-ils réserver à l'Afrique ? Le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**, inscrit dans les Quatorze Points du Président des Etats-Unis d'Amérique (dont les troupes, parmi lesquelles de nombreux soldats noirs, ont combattu en Europe) ou, au contraire, **le maintien du système politique et juridique colonial** défendu par les puissances européennes ?

Si l'Afrique reste, pour beaucoup, « l'empire du silence », selon l'expression du journaliste belge **Pierre Daye**, les sociétés africaines, elles, changent à vive allure et les vieux sages noirs, qui en ont vu d'autres, ne s'y trompent pas et prophétisent : « *le marigot qui semble dormir charrie souvent des bouillonnements, des combats obscurs et des monstres que le riverain ne voit pas et dont il mesurera à ses dépens les effets* ».

Voici donc posées les conditions d'un face-à-face des deux Afrique. Il y a celle qui paraît à tout jamais figée dans le regard de la plupart des colonisateurs et l'autre qui s'éveille et se dresse au rythme de transformations accélérées. C'est tout un continent dont les habitants, par le fait même de cette accélération, se montrent de plus en plus exigeants.

L'Afrique victorieuse... mais vaincue

La Conférence de Berlin et les litiges militaires ou diplomatiques qui l'ont prolongée n'ont pas épuisé les querelles des grandes puissances autour de l'Afrique. Voilà pourquoi le Traité de Versailles de 1919 entérine les derniers partages du « gâteau africain ». Réunie au même moment à Paris, dans la hâte et en marge des négociations entre vainqueurs, la première **Conférence panafricaine**, autorisée par **Georges Clemenceau**, ne peut éviter la curée, et cela malgré le prestige et le renom de ses promoteurs : le Noir américain **William E. B. Du Bois** par exemple ou le Français du Sénégal **Blaise Diagne**.

À Versailles donc, les colonies allemandes (Togo, Cameroun, Sud-Ouest Africain, Est Africain) sont dépecées entre la France, le Royaume-Uni et la Belgique, et prennent le statut de « **territoires sous mandat** ». Si l'Ethiopie, vainqueur de l'Italie en 1896, réussit à préserver son indépendance et son intégrité, l'autre Etat indépendant du continent africain, le Liberia, formé au 19^e siècle par des colons Noirs américains (qui se comporteront, d'ailleurs comme de véritables esclavagistes), subit les tentatives de partage et d'annexion de la France et de la Grande Bretagne. Le Libéria ne devra le maintien de son indépendance qu'à la

tutelle puissante de la multinationale Firestone et à celle, moins visible mais tout aussi efficace, des Etats-Unis.

Le temps des promesses oubliées

Pendant la guerre, les grandes puissances s'étaient engagées à transformer le statut juridique des Africains. Promesses oubliées après 1919. L'on voit ainsi revenir en force l'**indigénat**, dont témoigne l'Antillais **René Maran** dans *Batouala, véritable roman nègre*, prix Goncourt 1920. Anciens combattants, travailleurs, étudiants ou intellectuels, les sujets coloniaux africains vivant en Europe font, par ailleurs, l'expérience quotidienne du racisme. **Kojo Tovalou Houénou** en France, **Panda Farnana** au Congo Belge, **Jomo Kenyatta** (auteur du fameux *Au pied du mont Kenya*) ou **George Padmore** en Angleterre vont, sous l'effet du racisme, basculer dans le communisme. Contredisant les travaux du sociologue **Gilberto Freyre**, cherchant à accréditer l'idée d'un Portugal « à part », qui ignorerait les barrières de couleur, le Portugal va voir lui aussi ses sujets s'engager dans la même voie.

Dans les faits, la colonisation se durcit. Si la Grande Bretagne pour sa part met en œuvre l'idée nouvelle d'un « Commonwealth » sous l'impulsion de **Lord Balfour** (l'homme de la fameuse déclaration, qui deviendra par la suite la *Balfour's Formula*), il s'agit en réalité d'un « Commonwealth des Peuples Britanniques », strictement réservé aux « dominions », lesquels sont peuplés de « Britanniques », c'est à dire de « Blancs ». Ils ne songent même pas, les Britanniques, à expérimenter en Afrique les timides réformes tentées dans l'Inde de **J. Nehru** et du **Mahatma Gandhi**, qui avait milité de façon magistrale en Afrique du Sud, où il conservait de nombreux adeptes.

« Qui tiendra l'Afrique tiendra le monde »

Rarement la propagande coloniale aura été aussi active. Publicité tapageuse, littérature, bandes dessinées (*Tintin au Congo*) et films exotiques, tout est bon pour gagner à l'idée coloniale les esprits qui lui sont largement indifférents ou réticents avant la Grande Guerre. S'impose alors un colonialisme de bonne conscience, souvent triomphaliste, qui cherche à s'exposer à la moindre occasion. Expositions coloniales des années 1920 et, côté français, Fête du Centenaire à Alger (1930) et « grandiose » Exposition Coloniale de Vincennes (1931).

L'Afrique occupe donc toute sa place dans les querelles idéologiques qui se disputent l'Europe au cours des années 1920 et 1930. Pour Lénine, « *Qui tiendra l'Afrique, tiendra le monde* » et voilà pourquoi, l'Internationale Communiste fondée à Moscou en 1919, va trouver dans les intellectuels de l'outre-mer (**Lamine Senghor**, **George Padmore** et **Jomo Kenyatta**, par exemple) des militants zélés, résolus à tout pour renverser l'ordre colonial. De son côté, l'Allemagne de Weimar, portant dans ses entrailles la blessure du Traité de Versailles, veut d'autant plus récupérer son empire africain que l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923 est, en partie, l'œuvre de la « force noire ». Ce nouveau rôle attribué aux soldats africains est vivement critiqué en Europe et l'Allemagne nazie reprend à son compte cette propagande « révisionniste ». Propagande, à laquelle ne restent pas insensibles les notables du Cameroun, dont quelques enfants étudient alors dans les écoles et universités allemandes.

Comment ne pas comprendre que toutes ces pratiques soient regardées, par les Africains, comme une douloureuse marque d'ingratitude, au lendemain de tant de sacrifices consentis sur la quasi-totalité des champs de bataille ?

Années folles et « mise en valeur » des colonies

Pour beaucoup, en Afrique comme en Europe, les violences liées à la conquête et à l'exploitation brutale de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle ne devraient appartenir qu'à un passé révolu. C'est dans cet esprit que le nouvel ordre colonial issu du Traité de Versailles entend se donner une nouvelle légitimité. L'économie mondiale et, avec elle, les économies en construction de l'Afrique coloniale, vont aussi connaître leurs « **années folles** ». Partout, les « sabreurs », les conquérants et bâtisseurs d'empire, cèdent le pas aux civils, habiles gestionnaires, experts et gens de bureaux, tous acquis au pragmatisme. Et tous se montrent attentifs aux enseignements de la nouvelle ethnologie, inspirée par un **Marcel Mauss** à Paris ou un **Bronislaw Malinowski** à Londres. Très significatif, à cet égard, est le rappel en Grande Bretagne de **Sir Frederick Lugard**, l'homme de l'*indirect rule*, lui qui aura passé environ quarante ans, de 1878 à 1919, à guerroyer en Asie et en Afrique et à administrer le Nigeria, avec tous les pouvoirs d'un véritable proconsul.

La conquête terminée, le temps est venu de l'administration et de la « **mise en valeur** », nouveau concept qui succède à l'exploitation pure et simple. Après beaucoup d'atermoiements, les Britanniques mettent au point le *Colonial Welfare and Development Act* à la fin des années 1930. Mais la figure, éminente et indiscutable, incarnant cette nouvelle politique, reste **Albert Sarraut**, le plus brillant ministre des colonies de la Troisième République (de 1920 à 1924 et de 1932 à 1933), qui théorisa ses idées dans son ouvrage *La mise en valeur des colonies françaises* (1923). En Afrique, les axes privilégiés de son programme sont multiples. Ainsi l'exploitation du delta du Niger, vaste entreprise destinée, comme le *Gezira Scheme* des Britanniques au Soudan, à fournir l'Afrique, voire la métropole, en vivres et en matières premières tropicales (le problème **Office du Niger**), en chemins de fer nécessaires au drainage de ces produits, sans négliger la création d'un marché privilégié avec le Comité des Forges. Le **Transsaharien**, vieux mythe des ingénieurs de la Troisième République, ne verra pas le jour, mais d'autres projets moins ambitieux seront conduits à terme. Comme le tristement célèbre **Chemin de Fer Congo-Océan**, long de 502 kilomètres, dont la construction prit près de quinze ans (1921-1934) et sera payée au prix de souffrances atroces par la main d'œuvre africaine : de 15 000 à 30 000 morts. C'est cette Afrique éplorée, cette « terre de souffrances », cette « terre inquiète », que vont découvrir et dévoiler au monde le romancier **André Gide** (*Voyage au Congo : carnets de route*, 1927 ; *Retour du Tchad*, 1928) et **Marcel Homet** (*Congo, terre de souffrances*, 1934 ; *Afrique noire, terre inquiète. Garderons-nous nos colonies ? AOF, Cameroun, AEF*, 1934).

Les quatre Afriques

Avec ces bouleversements économiques, vont se mettre en place quatre Afriques, dont la configuration marquera durablement la géographie du continent. Ces changements dans l'espace constituent, avec les frontières coloniales dessinées quelques décennies plus tôt, une rupture sans précédent dans l'histoire de l'Afrique. Longtemps, en effet, tout en participant aux

« économies-monde » de l'Océan Atlantique, de l'Océan Indien et de la Méditerranée, le continent était tourné vers lui-même, organisé autour de cette « **mer intérieure** », le **Sahara**, toujours sillonnée par les routes transsahariennes grâce aux réseaux et aux relais marchands que structuraient ses fleuves, rivières et pistes des caravanes. Désormais l'Afrique se tourne entièrement vers l'Europe coloniale. Et comme les zones les plus prospères ne se trouvent qu'exceptionnellement dans l'intérieur des terres, le commerce, l'activité économique et donc l'urbanisation, prennent leur essor sur les côtes, grâce au développement des ports.

La **première Afrique** est celle des enclaves minières de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie du Nord ainsi que du Katanga et du Kasai (Congo belge). Cette Afrique se distingue par ses paysages particuliers avec ses hauts fourneaux, ses sites miniers et leurs terrils, ses voies ferrées et l'habituel grouillement des classes laborieuses. Là se trouvent ces sinistres cités dortoirs réservées aux ouvriers noirs, là se développe une nouvelle dynamique des migrations, qui drainent sur de très longues distances des centaines de milliers de travailleurs.

La **deuxième Afrique** est celle des plantations européennes de l'Afrique australe, des hautes terres du Kenya et des Grands Lacs (Congo, Rwanda), ainsi que de Côte d'Ivoire. Au nom de motifs les plus divers, telle « la paresse des Noirs », il faut déloger par la force les paysans, désormais réduits à l'état de squatters ou d'ouvriers agricoles, situation qui constitue une véritable bombe à retardement sur le plan social et politique.

L'Afrique des planteurs africains et de l'« économie de traite » semble laisser davantage d'initiative aux paysans africains. Née au Sénégal sous le Second Empire et avec l'impulsion du général Faidherbe, cette **troisième Afrique** s'épanouit grâce aux paysans solidement encadrés par la **Confrérie des Mourides**. Puissante confrérie dont le fondateur, **Cheikh Ahmadou Bamba** (1853-1927), longtemps persécuté par les administrateurs français, sera opportunément rappelé dans son pays pour l'occasion et décoré de la Légion d'Honneur. C'est aussi le cas de la Gold Coast, devenu le premier producteur mondial de cacao, ou de la Côte d'Ivoire, qui prend exemple sur son voisin britannique, et se spécialise dans la culture du cacao mais aussi du café. Cette « économie de traite » requiert pour sa réalisation l'intervention d'intermédiaires de toutes nationalités (Syriens et Libanais en Afrique de l'Ouest, Indiens et Grecs, bientôt suivis des Italiens, en Afrique de l'Est et du centre, Portugais dans toutes les colonies proches de l'Angola) et celle des agents des grandes maisons européennes de commerce installées dans les ports.

Il y a, enfin, **l'Afrique des réserves**, aux ressources mal connues, mais riches d'une main d'œuvre laissée en attente de projets de mise en valeur coloniaux. C'est l'Afrique des chasseurs de fauves, des touristes en quête d'exotisme, des films ethnographiques et des publicités tapageuses (« la Croisière noire » d'André Citroën, 1924-25).

C'est la grande crise économique des années 1930 qui va faire comprendre aux Africains que leur monde a bien changé et qu'ils n'en sont plus les maîtres. La **Grande Récession en Afrique** ? Des fonctionnaires, commerçants et cadres européens repartis en Europe, la chute dramatique des cours rendant l'argent rare, alors qu'il faut continuer à payer l'impôt, l'inaction des pouvoirs coloniaux,

autant de visages d'une crise qui va amplifier les mouvements de révoltes qui grondaient ici et là depuis quelque temps déjà.

L'Afrique révoltée. Messianismes et mouvements d'idées

Ces révoltes procèdent de motivations diverses et revêtent des formes multiples. Se trouvent ainsi mêlés le refus de la domination étrangère, attesté dès les premiers jours de la colonisation, la désillusion des promesses coloniales non tenues, les révoltes contre les sursauts incompréhensibles de la conjoncture économique, mais aussi le rêve d'un avenir meilleur, bien difficile à évaluer dans le temps, car les Blancs, que l'on croyait de passage, donnent l'impression de vouloir s'installer à demeure. A tout cela vient s'ajouter la terrible pandémie de grippe « espagnole », et ses victimes par centaines de milliers, qui va à son tour contribuer à l'amplification de tous ces mouvements contestataires.

Viennent en tête les christianismes indépendants. Le mouvement politico-religieux le plus spectaculaire est, sans doute, celui de **Simon Kimbangu** au Congo belge. Le Messie Noir, à la fois prophète et sauveur (*Ngunza* et *Mvuluzi*), dont la prédication commence en 1921, est rapidement arrêté par les Belges et déporté au Katanga. Il y meurt en prison (1951), tandis que le nombre de ses fidèles ne cesse d'augmenter. Au Congo Français, c'est un combattant, **André Grenard Matsoua**, soldat des forces françaises engagées dans la Guerre du Rif (Maroc), qui fonde une Amicale des Originaires du Congo Français et de l'AEF, bien vite transformée en mouvement religieux. À la même époque, se répand, à partir de la Rhodésie et du Tanganyika, le *kitawala* (de *Watch Tower*, l'ancien nom, jusqu'en 1934, des Témoins de Jéhovah).

Certes, les anciennes religions n'ont pas disparu pour autant. Elles conservent, et peut-être même renforcent, leur pouvoir de séduction. Ainsi, c'est en raison de son appartenance au culte *bwiti* (des Fang) que **Léon Mba**, agent du secteur colonial moderne, sera condamné à une interminable déportation (1933-1946), d'où il sortira grandi et prêt pour l'action politique. L'insurrection politique la plus violente de l'Afrique française est animée par un prêtre traditionnel, **Karnou**. Cette insurrection, sous le nom de *Kongo Wara* (guerre de « la manche de houe ») va agiter, bien au-delà des frontières ethniques, tout l'Oubangui Chari, à l'époque de la construction du Congo-Océan entre 1928 et 1932. Après la Deuxième Guerre mondiale, les Oubanguiens verront en l'abbé **Barthélémy Boganda**, « le père de la nation », une sorte de réincarnation de Karnou, comme les Brazzavillois en l'abbé **Fulbert Youlou**, un nouveau Matsoua.

Ces mouvements de révolte et de contestation trouvent dans les institutions éducatives créées par les colonisateurs le terreau de nouvelles formes de combat. Les associations culturelles, en effet, fleurissent un peu partout, et certaines apparaîtront comme les vraies écoles où se forme la première génération d'hommes d'Etat. Ainsi, en Gold Coast, parmi les anciens étudiants d'Achimota College (dont **Kwamé Nkrumah**), au Kenya chez les Kikuyu (dont **Jomo Kenyatta**), au Sénégal avec les anciens de William Ponty (dont **Mamadou Dia**), en Afrique du Sud chez les anciens de Fort Hare, futurs cadres de la Youth League de l'ANC (dont **Nelson Mandela** et **Oliver Tambo**).

Ces associations vont de pair avec la multiplication des partis politiques au Nigeria et en Gold Coast, sous l'influence de **Nnamdi Azikiwe**, et au Sénégal,

où les « Jeunes Sénégalais », déçus par Blaise Diagne, vont jeter leur dévolu sur **Galandou Diouf**, connu pour ses philippiques contre Joseph Goebbels.

Epilogue

Les incertitudes internationales liées à la faillite de la paix n'épargnent pas les Africains, qui s'investissent sans réserve dans la lutte. Qu'il s'agisse, sur le plan culturel, de défendre l'égalité des peuples et des races ou, sur le plan politique, de faire front aux agressions du fascisme. C'est alors que naît, avec **Aimé Césaire** et **Léopold Sédar Senghor**, le mouvement de **la négritude**. Dans cette jeunesse prête à se lancer dans le feu du combat, **la Guerre d'Ethiopie**, véritable défi au panafricanisme, va exalter l'enthousiasme militant des **George Padmore**, **Cyril R. L. James**, **Jomo Kenyatta** et autres **Kwamé Nkrumah**, convaincus que la lutte contre le fascisme est aussi le commencement de la lutte finale contre le colonialisme.



Jomo Kenyatta
Photo : AFP

ACTE 4

Le Crépuscule de l'homme blanc

(1940-1945)

« Les jours de la colonisation sont révolus »
Pierre Ryckmans, Gouverneur Général du Congo
Belge

Prologue

Vue d'Europe, l'Afrique colonisée continue de faire illusion. En France, par exemple, où la célébration du Centenaire de la Prise d'Alger en 1930 et, l'année suivante, la « grandiose » Exposition Coloniale de Vincennes, veulent convaincre (ou se convaincre) que la colonisation a encore de beaux jours devant elle. Ce qui est, pour le moins, rester aveugle à l'impatience que manifestent, par de multiples formes de résistance, la plupart des sociétés africaines. **Albert Sarraut**, l'homme de la « mise en valeur » et des grands projets (Niger, Congo), lui, ne s'y trompe pas, quand il écrit en 1931, justement : « *Telle est la situation, et il ne servirait à rien d'en farder la réalité. La crise de la colonisation est partout ouverte* » (in *Grandeur et servitude coloniale*).

Cette crise de la colonisation, la Deuxième Guerre mondiale va en accélérer le rythme et l'intensité. En Afrique comme dans le reste du monde. Le continent africain, en effet, est une fois de plus le champ de bataille d'affrontements entre Européens. Mais, comparés à ceux de la Première Guerre mondiale, ces affrontements sont beaucoup plus longs et surtout, s'agissant du cas français, offrent le spectacle, inédit et lourd de conséquences, d'une **guerre fratricide**.

L'exception française

La France, première puissance coloniale en Afrique (avec la Grande-Bretagne), capitule en juin 1940, et le nouveau pouvoir, sous la direction du Maréchal Pétain, héros de la Grande Guerre et de la Guerre du Rif au Maroc, héros bien connu des « tirailleurs » africains, choisit de signer l'armistice avec l'Allemagne nazie et de collaborer avec cette dernière. Alors, que va-t-il se passer, en réaction à ce « séisme », dans les colonies françaises d'Afrique ? Va-t-on observer une neutralité rassurante ? Va-t-on collaborer avec l'Allemagne, les colonies pouvant alors jouer le rôle d'avant-postes, favorisant la concrétisation par Hitler du vieux rêve germanique de la *Mittelafrika* ? Ou bien, au contraire, va-t-on basculer du côté de la France libre par un ralliement plus ou moins spontané ?

La Haute Administration, notamment, se livre à une valse-hésitation avant, pour une bonne majorité d'entre elle, de se ranger du côté de Vichy. Ce qui est le cas du Gouverneur-Général de l'A.O.F, **Pierre Boisson** et celui d'**Armand Annet**, Gouverneur de Madagascar. Pour autant, l'Appel du 18-Juin ne reste pas sans écho, d'où une cascade de ralliements qui lui assurent une nécessaire légitimité. Quels ralliements ? Dans l'ordre chronologique :

- Le Niger (23-25 août) et surtout le Tchad de l'emblématique gouverneur, originaire de Guyane, **Félix Eboué** (26 août 1940) ;
- Le Congo-Brazzaville à la suite des « trois glorieuses » (25, 26 et 27 août) ;
- Le 27 du même mois, Douala prise par Leclerc, puis l'ensemble du Cameroun ;
- Le Gabon enfin (5-11 novembre), après de rudes combats.

Mais alors que Dakar résiste à la tentative de débarquement du Général de Gaulle (23 et 25 septembre 1940) et que l'A.O.F n'entrera dans la guerre que le 7 décembre 1942, après son ralliement à la France Libre, il se produit en A.E.F un événement de grande portée aux yeux des « Africains-spectateurs ». L'ancien gouverneur du Tchad Félix Eboué, nommé, en 1940, Gouverneur-Général de l'A.E.F est le premier Noir – et, qui plus est, descendant d'esclaves – à accéder au poste le plus élevé du système colonial. La leçon sera retenue.

Et toujours... la « force noire »

L'Italie et l'Allemagne d'un côté, et, de l'autre, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France résistante s'affrontent en Afrique du Nord et dans toute la Corne (Erythrée, Ethiopie, Somaliland, Kenya). Avec, du côté des Alliés, une importante participation de soldats africains venus de la Gold Coast, du Nigeria, du Congo belge et de l'Afrique Orientale britannique. En violent contraste avec l'anonymat de ces combattants « indigènes », les officiers européens et américains sont au zénith d'une notoriété déjà acquise ou à venir. Ils se nomment : maréchal Rommel, généraux Montgomery, Leclerc, Alexander ou Eisenhower. Qu'il s'agisse de l'Ethiopie et du retour d'exil du *Roi des rois* et *Lion conquérant de la tribu de Judas*, plus connu sous le nom de *négus* Hailé Sélassié, dans la foulée des victoires britanniques ou des exploits de Rommel, le « renard du désert », et de son *Afrikakorps*, il y a là des faits de guerre qui marquent les esprits. Tout comme la marche triomphale de Leclerc et de ses Forces Françaises Libres du Tchad à Strasbourg, en passant par Koufra et Paris.

Les soldats africains, eux, sont de tous ces combats. En Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et en... Birmanie. Sur les bases de quel recrutement ? Comme en 1914-1918, ce recrutement prend appui sur des promesses financières et juridiques. L'esprit de Blaise Diagne est encore présent une vingtaine d'années plus tard et l'engagement trouve ainsi sa source dans des motifs qui sont très éloignés d'un « patriotisme » mobilisateur. Quels motifs ? L'obéissance à l'autorité, la soumission résignée à la contrainte de multiples pouvoirs de décision, et, plus simplement encore, des calculs intéressés.

Toutefois, ce constat d'une réalité qui tourne le dos à certains coups de clairon de la propagande militaire ne saurait masquer ce qui peut apparaître comme une nouveauté : **l'engagement volontaire**, spécialement en Afrique française où il est alimenté par l'« effet Eboué » et l'idéologie de la Résistance. « *Je n'y comprends rien*, dit l'Adjudant : *un Sénégalais et volontaire !* ». Cette exclamation faite de surprise et d'incompréhension, Léopold Sédar Senghor la place en épigraphe de l'un de ses plus beaux poèmes, dans le recueil justement

intitulé *Désespoir d'un volontaire libre*, et qui pourrait servir de contrepoint à l'enthousiasme immodéré d'un roi de la Côte d'Ivoire s'écriant : « *Pour nous, il n'y a qu'un seul ennemi : l'Allemagne. Vous, le Général de Gaulle, êtes un pur Français comme avant. Nous nous mettons à votre service pour continuer la guerre jusqu'à la victoire de la Mère Patrie et tous les indigènes de ce pays pensent comme nous. Vive la France immortelle !* » (**Kouadiou Adjoumani**, roi des peuples abron, février 1942). Déclaration d'« amour » qui retrouve dans sa tonalité celle du député du Sénégal, Galandou Diouf : « *La France est notre mère, chantent les petits enfants noirs d'Afrique... Ceux du Cameroun et du Togo, dont les parents ont subi l'occupation de votre race, Monsieur Hitler, Monsieur Goebbels, n'ont jamais admis que l'Allemagne était leur mère.* »



Léopold Sédar Senghor
Photo : AFP

Quoi qu'il en soit, les états-majors ayant toujours affirmé avoir perdu les chiffres (combien de recrues ? combien de morts et de grands blessés ?), il est difficile d'établir le bilan humain de cet engagement africain.

La ponction économique

La mobilisation économique est sans précédent. Elle permet aux Alliés d'accéder, en toute sécurité, à des matières premières devenues inexploitable en Europe pour « faits de guerre », mais qui abondent en Afrique. Parmi les plus utiles aux industries de guerre : **le caoutchouc, le bois, le cuivre, l'étain, le zinc, le diamant et l'uranium**. Ce qui conduit à favoriser de nouvelles sources d'approvisionnement et à exploiter de nouveaux gisements en Afrique du Sud, au Congo belge, en Angola, dans les deux Rhodésie, en Gold Coast ou au Nigeria. Ce qui conduit, tout autant, à privilégier certaines productions. Tel est le cas, depuis l'invasion de l'Indonésie et de la Malaisie par le Japon, de l'exploitation de l'étain au Nigeria et au Congo belge ainsi que celles du cuivre et de l'uranium. Faut-il rappeler que cet uranium-là, celui du Haut-Katanga, permit de fabriquer la **première bombe atomique** ?

Bref, s'il est vrai que cette économie de guerre aida les colonies à se dégager des handicaps de la grande récession des années trente, il ne l'est pas moins qu'elle confirma ces mêmes colonies dans leur rôle exclusif de fournisseurs de matières premières. Ce qui revient, en fin de compte, à favoriser cet avatar économique : la croissance sans le développement, puissant créateur de déséquilibres socio-économiques persistants et de pouvoir d'achat précaire.

« Plus rien ne sera comme avant »

« *Les terres africaines, plus ou moins séparées (...) s'aperçoivent qu'elles sont dans une large mesure complémentaires les unes des autres. C'est ainsi que l'on voit se nouer par exemple entre l'Afrique française libre, le Nigeria, le Congo belge, l'Afrique du Sud, l'Angola, mille liens nouveaux d'échange* » (Charles de Gaulle)

La Fraternité des champs de bataille : voilà ce que le chef de la France Libre avait sans doute mieux perçu que d'autres. Oui, les Africains ont rencontré d'autres Africains et, dans l'esprit des combattants, les cloisonnements issus de la Conférence de Berlin sont désormais remis en question. Oui, le qualificatif de « révolu » prend toute son actualité par ce fait même et par un autre fait tout aussi déterminant : **le surgissement de nouveaux acteurs**.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont en effet pris pied sur la scène africaine et **Paul Giaccobi**, le ministre français des Colonies, le souligne avec quelque regret : « *Il faut que les cadres d'autorité se persuadent que, depuis 1939, les choses ont entièrement changé, au moment où les populations subissent l'attrait qu'exercent, ou la richesse américaine, ou l'idéologie soviétique, ou les illusions du panafricanisme, ou probablement tout cela à la fois, qui leur promet une vie meilleure, plus libre...en tout cas autre chose* (circulaire du 20 octobre 1945). En effet, la présence de troupes américaines dans les nombreuses bases concédées aux Etats-Unis a favorisé, dans les milieux populaires, l'épanouissement du mythe émancipateur de l'Amérique, notamment grâce à la rencontre avec les Noirs américains. Par ailleurs, le prestige de l'URSS, tant redouté mais jusqu'alors marginal, se renforce au lendemain de la guerre. Dans l'Afrique française, par exemple, se créent des Groupes d'Etudes Communistes d'où sortiront plusieurs cadres des mouvements indépendantistes.

Que les puissances coloniales aient une claire conscience que *plus rien ne sera comme avant*, il suffit pour s'en convaincre d'écouter **Félix Eboué**, **René Pleven** et, plus encore, **Charles de Gaulle**, s'exprimer en janvier 1944 à l'occasion de la **Conférence de Brazzaville**. Tous annoncent le début d'une ère nouvelle, mais aucun n'en fixe avec fermeté la silhouette à venir. C'est donc le temps des promesses novatrices, bien sûr, mais aussi, celui de toutes les ambiguïtés. À la même époque, en Grande-Bretagne, le Premier Ministre, **Clement Attlee**, s'engage à respecter les promesses faites aux colonisés par son parti, le Labour.

Et les Africains ?

De multiples initiatives démontrent qu'ils ne sont pas en reste. Ainsi l'*African Morning Post* de Freetown en juin 1944 éditorialise : « *L'Africain d'aujourd'hui a jeté bas le voile de l'ignorance (...) et n'aime plus qu'un autre prenne soin de lui sans le consulter* ». Ainsi, aux Etats-Unis où le *Council on African Affairs*, formé en 1941 par des Noirs américains, veut traduire en actes, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Droit, faut-il le rappeler, inscrit dans la Charte de l'Atlantique et adopté par l'O.N.U dès sa création. Ainsi, l'action des étudiants africains en Amérique du Nord, regroupés dans la très efficace *African Student Association of the United States and Canada*, fondée en 1941 à Harlem, et qui compte parmi ses membres un certain **Kwamé Nkrumah**. Le même Nkrumah qui sera avec W.E.B Du Bois, George Padmore et Jomo Kenyatta, l'un des animateurs de la **Conférence panafricaine de Manchester**, la toute dernière de ces conférences à se tenir hors du continent africain, et la première dont les principaux ténors seront des Africains d'Afrique et non plus des Noirs d'Amérique ou des Caraïbes. Avec un seul mot d'ordre : **Indépendance**.

Epilogue

Sur le continent, ces prises de position d'intellectuels et de leaders d'opinion, se traduisent par de nombreuses révoltes, partout sévèrement réprimées. Cette brutalité va renforcer, aux yeux des Africains, la conviction que l'Europe colonisatrice ne se départira jamais d'une «**consubstantielle ingratitude** ». Ces révoltes ? Comme une sombre litanie : Sénégal (le camp de Thiaroye) 1944, Congo Belge 1944, Cameroun 1945, Madagascar 1947, Afrique du Sud 1940-1948. **Le commencement de la fin ?**



Kwame Nkrumah
Photo : AFP

ACTE 5

L'Ouragan africain

(1945-1957)

Prologue

En 1945, les grandes puissances célèbrent la paix et s'efforcent de construire, en créant l'ONU, une nouvelle communauté internationale. Nul ne songe alors à l'indépendance de l'Afrique. Pour les plus optimistes, une échéance de trente ans est envisageable et seulement dans le cas des colonies qui se sont largement avancées dans la « voie de la civilisation ». Pour les autres, il faudra attendre... mais quoi ? Or, toutes ces prévisions vont être balayées en à peine vingt ans sous la bourrasque de « *l'ouragan africain* ». Il n'est pas indifférent que l'auteur de cette formule imagée se nomme **Kwamé Nkrumah**, l'artisan inspiré de l'indépendance du Ghana en 1957. Le Ghana (l'ancienne Gold Coast) premier pays d'Afrique noire à accéder à la souveraineté internationale. Oui, c'est bien un ouragan que ce débordement, ici et là, de forces sociales, intellectuelles et politiques, qui prend de court les métropoles européennes.

Un combat d'arrière-garde

Dans leur majorité, les Blancs n'intègrent pas (ou ne veulent pas intégrer !) la formidable accélération que la guerre vient d'imprimer aux dynamiques africaines, qu'elles soient sociales, psychologiques ou culturelles. Et bien rares sont ceux qui prennent en compte ce « grand chambardement », comme le fait l'ancien ministre français du Front Populaire, **Pierre Cot** : « *Lorsqu'ils essaieront de comprendre notre époque, les historiens de l'avenir considéreront que le phénomène le plus caractéristique de notre temps est ce grand mouvement qui aboutit partout, en Asie, en Afrique, à la libération des peuples de couleur, à leur venue sur la scène internationale, et, par là, à l'enrichissement de l'humanité... Pour nous, il s'agit de savoir si nous allons essayer de livrer un combat d'arrière-garde contre l'histoire, ou au contraire participer à ce grand mouvement de libération humaine... Brazzaville est dépassé par les événements.* » (Assemblée Nationale Constituante, séance du 23 mars 1946). Que se passe-t-il en réalité ? Alors que les puissances coloniales revendiquent toujours l'actualité de leur « mission civilisatrice », la dimension économique de cette mission semble l'emporter sur toutes les autres. Voici donc venu le temps de ces ambitieux « plans de développement », un nouveau concept qui succède, sans le bouleverser, à celui de la « mise en valeur » chère à Albert Sarraut.

La politique... d'abord

Or, là n'est pas, pour l'instant, le centre d'intérêt des Africains qui pensent « politique d'abord ». Autrement dit : abolition du statut d'indigènes, reconnaissance des droits sociaux et politiques, participation à la gestion de leurs propres affaires, autonomie, indépendance. Et s'il y a des divergences, elles ne portent, en réalité, que sur le « calendrier » : L'indépendance ? « **Le plus**

rapidement possible », disent les uns. « **Tout de suite** », rétorquent les autres. Revendications de nature politique, au moment où, malgré les réformes libérales adoptées par la France en 1946, le ton des puissances coloniales est partout au durcissement. L'immédiat après-guerre est, en effet, le temps des « **massacres coloniaux** ». À Madagascar, où l'insurrection est noyée dans le sang (1947), au Ghana, où les émeutes d'Accra et des grands centres urbains sont réprimées avec la plus grande brutalité (1948), en Afrique du Sud, où, la même année, s'installe le régime officiel d'apartheid dans l'indifférence générale des grandes puissances, alors qu'elles s'apprêtent à adopter la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948).

Les Africains, de leur côté, désireux d'imprimer leur propre rythme au cours de l'histoire, s'organisent. « **Modérés** » ou « **révolutionnaires** », des partis politiques se constituent dans toutes les colonies. Certains englobent plusieurs territoires, à l'image du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), fondé à Bamako en 1946, et de loin la formation la plus importante de l'Afrique française, car solidement établie en AOF et en AEF. D'autres, comme le CPP (Parti Populaire de la Convention), fondée par Nkrumah en 1949, ont une excellente couverture nationale. Il convient de noter que très peu de ces nouveaux partis se réclament du tribalisme, de l'ethnisme ou du régionalisme.

Nanas Benz et Verandah Boys

Parallèlement, le mouvement social s'amplifie. Il est porté par des forces jusqu'alors peu visibles dans l'espace sociopolitique. Que ce soient les riches *Nanas Benz*^{*}, qui financent les nouveaux partis, ou les simples *market women*, qui leur fournissent les militants les plus déterminés, **les femmes** jouent un rôle de premier plan. En décembre 1949, leur marche à Grand Bassam, en Côte d'Ivoire, en est l'éclatante démonstration. Autre force en mouvement, **la classe ouvrière**. Le roman de **Sembène Ousmane** *Les Bouts de bois de Dieu* (1960), consacré à la longue grève des travailleurs du chemin de fer Dakar-Niger (1947), montre bien le poids nouveau de la classe ouvrière : ses rangs ont été grossis par les chantiers ouverts au cours des années 1950 et les syndicats vont coupler, le plus souvent, leurs actions revendicatives et les luttes des partis politiques. **Les jeunes** eux aussi vont se faire entendre : *Verandah boys*^{**} et employés précaires des centres urbains, étudiants des nouvelles universités qui se sont multipliées en Afrique, et, tout autant, étudiants des universités métropolitaines. Ces derniers se rassemblant dans des associations puissantes, telles que la WASU (*West African Student Association*) en Grande Bretagne et la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire) en France. **Les intellectuels** enfin sont suffisamment nombreux et engagés pour réunir à Paris en 1956, **le Premier Congrès des Ecrivains et Artistes Noirs**, moment particulièrement fort de cette « défense et illustration » des valeurs de l'Afrique. Et belle manifestation de la créativité de ses élites, à l'heure où il faut accélérer la marche vers l'indépendance.

* Femmes commerçantes enrichies, leur nom vient de ce qu'elles roulent en Mercedes.

** Jeunes déscolarisés qui vivent de petits métiers et dorment sous les vérandas.

Le ciel se dégage, mais...

Pour une fois, les circonstances paraissent favorables aux Africains. Engagées dans la Guerre Froide, les deux superpuissances sont l'une et l'autre opposées au colonialisme européen, et pas simplement de façon théorique, ainsi que le démontre avec éclat leur position lors de la **crise de Suez** en 1956. Autre circonstance favorable, la **Conférence Afro-asiatique** qui se tient en 1955 à Bandoeng, événement considérable et de grande mémoire. Là se fonde, en effet, et se définit (à l'initiative de trois leaders incontestés, **Tito, Nehru** et **Nasser**), la théorie, sinon la pratique, du **non-alignement**. En phase avec l'indépendance des colonies asiatiques, et l'exemple de **la guerre d'Indochine** (1946-1954), qui voit une importante participation de soldats africains dans le corps expéditionnaire français, et celui, plus déterminant encore, de la guerre d'Algérie (1954-1962), le colonialisme en Afrique est partout en recul.



Gamal Abdel Nasser
Photo : AFP

Néanmoins, c'est en Afrique même que se déroulent les événements fondateurs de la marche des Africains vers l'indépendance. Le point de départ est, en Gold Coast, le triomphe électoral très inattendu, de Kwamé Nkrumah en 1951. Alors que le leader du Convention People's Party se trouve en prison, les colonisateurs sont obligés, pour diverses raisons, de lui confier les affaires du pays. Voilà bien une première sur le Continent africain ! Mais ailleurs, il arrive que le blocage du processus politique impose de recourir à la violence. Ainsi, au Kenya, où les confiscations des terres par les colons britanniques et la misère croissante des squatters kikuyu conduisent à la rébellion des **Mau-Mau**. Une rébellion qui bouleverse le pays de 1952 à 1960 et conquiert la « une » de la presse internationale. Au Cameroun, territoire sous tutelle, où la volonté d'indépendance voit le jour dès la création de l'ONU, se développe un nationalisme radical. Alertée par les positions rétrogrades des « Etats Généraux de la colonisation », réunis à Douala en août 1945, lassée par les hésitations de l'administration, l'U.P.C. (Union des Populations du Cameroun) lance en 1955 une insurrection dont les maquis vont secouer le pays. Agitation qui perdurera une fois acquise l'indépendance !

Tôt ou tard, le monde changera

Dans ces années d'après guerre, où la hausse régulière des cours des matières premières accélère la croissance économique, dans ces années qui sont celles de l'essor des villes et de la modernisation, l'ambiance est aux plaisirs et à la fête. La fête de sociétés secrètement convaincues de leur victoire prochaine. Alors, la musique populaire se met au service de la lutte pour la liberté : le **jazz** contre l'apartheid en Afrique du Sud, au Congo, **la rumba Co**, dont les chanteurs

proclament que « *Tôt ou tard le monde changera* », **le high-life** au Nigeria et, surtout, Louis Armstrong, déjà auréolé de gloire, qui se fait un devoir de visiter le Ghana au seuil de son indépendance. Ce même Ghana, dont l'un des musiciens n'est autre que **E. T. Mensah**, unanimement reconnu comme « *the King of Highlife* ».

Epilogue

C'est donc sur des airs de *high-life* que Kwamé Nkrumah va ouvrir, le 6 mars 1957, et au bras de la duchesse de Kent, **le bal de l'indépendance**. Cette indépendance qu'il avait proclamé quelques heures plus tôt à l'occasion d'un grand discours, conclu par une phrase lourde de menaces pour tous les colonisateurs, et chargée d'espoir pour les pays africains encore colonisés : « *Ghana's independence is meaningless unless it is linked up with the total liberation of Africa.* »

ACTE 6

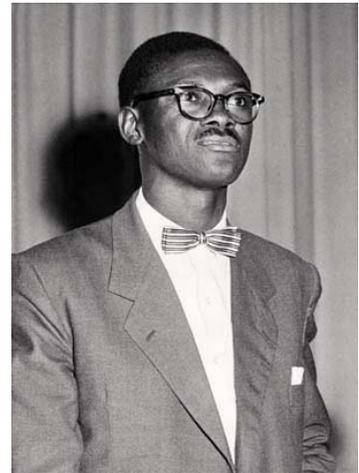
Indépendance Cha Cha !

(1957-1964)

*Indépendance, Cha Cha !
 Nous l'avons eue, hé !
 Oh Kimpuanza, Cha Cha
 Nous l'avons prise !
 A la Table Ronde, Cha Cha !
 Ils ont gagné !
 Oh Dipanda, Cha Cha !
 Nous l'avons eue, hé !*
 (Joseph Kabasele et l'African Jazz, 1960).

Prologue

1960 est sans aucun doute l'année de l'Afrique. D'un seul coup, du 1^{er} janvier au 28 novembre, 18 Etats accèdent à la souveraineté internationale et cinq autres dans les quatre années précédentes. Jamais ne s'était vue, dans l'histoire moderne, semblable «avalanche» sur un même continent. L'Afrique chante cette **avalanche d'indépendances** et elle la danse, non sans raison. Personne, en effet, n'aurait parié, dix ans auparavant, que cette émancipation se ferait aussi rapidement et de façon si collective. L'Afrique chante, mais dans le même temps, elle pleure : **en janvier 1961, l'assassinat de Patrice Lumumba** annonce, en effet, des drames qui ne vont pas tarder à obscurcir durablement l'horizon.



Patrice Lumumba
 Photo : AFP

Indépendance : les préliminaires

A proprement parler, il n'y a pas eu de « préparation » à l'indépendance. En tout cas, pas avant le milieu des années 1950. La seule puissance coloniale qui y ait pensé est la France. Non pas au moment de la Constitution de 1946, mais dix ans plus tard, avec **la loi-cadre Defferre**. Certes, en 1946, l'Union Française voit le jour et les colonies africaines obtiennent d'être représentées au Parlement français, leurs habitants devenant citoyens français. Mais les élections se font selon le système du « double collège » (un collège des citoyens d'avant 1946, un collège des citoyens d'après 1946), qui instaure en fait **une citoyenneté à double vitesse**, les promus de 1946 étant très largement sous représentés. Au contraire, la loi-cadre Defferre, votée en 1956, donne aux colonies africaines une large autonomie interne. En réalité, Gaston Defferre, ministre des colonies, n'avait fait que tirer les leçons de la guerre d'Indochine, qui s'achève en 1954 par la Conférence de Genève. Alors que, la même année, commence une nouvelle guerre de libération, celle de l'Algérie. Ces deux guerres, et notamment la dernière, ne sont pas étrangères aux indépendances des colonies d'Afrique noire. En France, la guerre d'Algérie précipite l'agonie de la IV^{ème} République et

l'avènement de la Vème. Le 28 septembre 1958, le referendum fondateur de la Vème République est accepté par toutes les colonies françaises, à l'exception de la Guinée de **Sékou Touré** qui, suscitant colère et désapprobation du Général de Gaulle, répond « **Non** » et devient, de ce fait, automatiquement indépendante.

La Conférence Panafricaine des Peuples ou *l'accélérateur*

Le Ghana, devenu indépendant en 1957, prend sur lui d'accélérer le mouvement général d'émancipation. En décembre 1958, Nkrumah organise à Accra **la Conférence Panafricaine des Peuples**, et y convie tous les partis luttant pour l'indépendance, qu'ils soient « modérés » ou « révolutionnaires ». C'est surtout au Congo belge de Patrice Lumumba, et en Afrique australe, que cette rencontre aura le plus d'échos. Le 4 janvier 1959, le Congo belge, réputé « colonie modèle », est frappé de plein fouet : à Kinshasa (Léopoldville), se déroulent des émeutes d'une violence sans précédent. Elles sont prolongées par des mouvements désordonnés d'insurrection ou de résistance civile, qui mettent en échec l'Etat colonial. La Belgique se décide, dans la précipitation et dans la plus grande improvisation, à accorder l'indépendance à sa colonie. Avec plus de prudence, le Royaume-Uni cède à ce mouvement général d'émancipation et, en 1960, sous ces multiples poussées, la grande majorité des pays africains conquièrent leur indépendance.



Ahmed Sékou Touré
Photo : AFP

La Farandole des Indépendances

Une farandole, **cette spectaculaire et inédite succession de 18 proclamations d'indépendance**, sur le même continent et la même année. De solennelles proclamations, sans doute, mais popularisées par des festivités auxquelles nul ne résiste. Ce sont ainsi 18 nouveaux Etats qui s'offrent au spectacle du monde. Les territoires sous mandat – Cameroun et Togo – ouvrent le bal, suivis par la kyrielle des colonies françaises, dans laquelle s'interposent les Somalie, le Congo belge et le Nigeria.

Mais la parade africaine ne s'arrête pas là. De 1961 à 1964, la vague d'émancipation continue de déferler : 12 pays accèdent ainsi à l'indépendance. Parmi eux l'Algérie, pour laquelle les nouveaux Etats indépendants se sont fortement mobilisés, les territoires sous mandat de l'ONU, ainsi que la plupart des colonies d'Afrique australe et orientale. Il ne reste plus alors qu'une douzaine de territoires encore dépendants.

Cry the beloved country

La fête mais aussi les larmes. Ni les drames ni les tragédies ne manquent en cette période de l'histoire du Continent. Et cela commence, avant même la proclamation des indépendances, sous la dangereuse bannière de **l'ethnisme** et des **micro-nationalismes** exacerbés. Frustrés de quitter dans la hâte ces territoires africains qui étayaient la puissance d'une Europe déclinante (face à celle

des deux supergrands), les administrateurs coloniaux ne sont pas étrangers à ces débordements. Drames et tragédies en Côte d'Ivoire, par exemple, où la marche vers l'indépendance attise les haines contre les originaires du Dahomey et du Togo. Dans ce pays, l'année 1956 restera comme celle de la chasse aux « Daho-Togo », violentés et dépouillés de tous leurs biens. En 1959, à Brazzaville, toujours capitale de l'AEF, les Lari et les Mbochi s'affrontent, tandis qu'au Congo belge, les Luba et les Lulua, deux peuples liés par une longue histoire commune, se déchirent à coups de centaines de morts. Toujours en 1959, les Tutsis du Rwanda subissent des massacres collectifs venant de Hutus que fanatise une propagande haineuse, et qui, au nom d'une prétendue « révolution sociale », veulent en finir avec la « féodalité » tutsie. Voilà comment un siècle de théories ethnicistes et racistes, parfois complaisamment diffusées par l'administration et l'ethnologie coloniales, débouche sur le premier massacre de masse interafricain, annonciateur, qui plus est, de la tragédie à venir.

Le Congo belge, un nouveau Vietnam ?

Ailleurs, c'est l'indépendance elle-même qui peut agir comme un élément déclencheur. Ainsi dans l'ancien Congo belge, où vont se produire des événements dramatiques, qui retiendront l'attention de la communauté internationale et de son opinion publique. Quelques jours, en effet, après la proclamation de l'indépendance, le 30 juin 1960, les deux provinces minières, les plus riches du pays, le Katanga et le Kasai, déclarent leur sécession. Les troupes sécessionnistes sont encadrées par ces mercenaires européens que l'on surnomme « les affreux ». **Patrice Lumumba**, le Premier Ministre issu des élections, est « neutralisé » et rapidement éliminé. Son assassinat, en janvier 1961 ; au Katanga, provoque des rebondissements inattendus (par leur ampleur) dans la communauté internationale. L'ONU connaît ainsi sa première crise spectaculaire : il y a **Nikita Khrouchtchev** et sa chaussure « frappeuse » à l'Assemblée Générale et, dans les tentatives de résolution de cette même crise, la mort, sur le terrain des opérations, du secrétaire général de l'ONU, le Suédois **Dag Hammarskjöld**. Les insurrections armées, organisées par les « adeptes » de Lumumba, connaissent un tel développement que certains, dont « **Che** » **Guevara**, n'hésitent pas à parler du Congo comme d'un nouveau Vietnam.

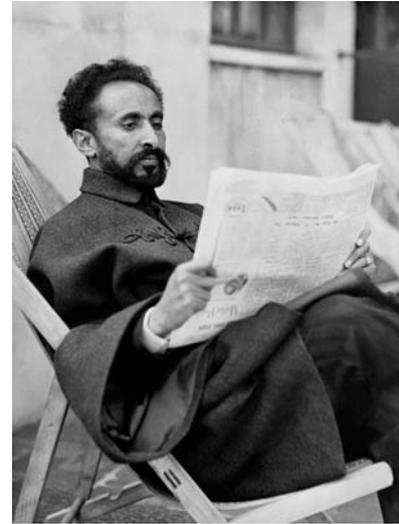
A l'aube, les premiers rêves brisés...

Quels rêves brisés ? L'élan panafricain, par exemple, qui avait fait la force des mouvements d'indépendance, et semble lourdement freiné par l'échec de **la Fédération du Mali**. Cette dernière, voulue par **Senghor**, par **Modibo Keita** et même par le PRA (Parti du Regroupement Africain) s'épuise en querelles fratricides. Dans sa conception d'origine, la Fédération du Mali devait regrouper la quasi-totalité des territoires de l'AOF. Et voilà que réduite au seul face-à-face du Sénégal et du Mali, elle part tout de même en fumée, victime, dès le mois d'août 1960, des rivalités entre ses ténors. Autre rêve brisé ? La volonté de décliner ensemble souveraineté nationale, liberté et égalité. A peine installées au pouvoir, en effet, les classes moyennes, le groupe social privilégié par la colonisation, s'empressent de chausser les bottes des colons. Et dans son *Discours de l'Aube* (8 avril 1961), **Nkrumah** les dénonce vigoureusement, prenant à témoin l'opinion publique. Rien n'y fait. Conséquence ? Le néocolonialisme trouve en ces agents les relais les plus sûrs pour se pérenniser.

Les premiers coups d'Etat militaires n'auront d'ailleurs aucun mal à stigmatiser ces dérives et à y trouver leur légitimation.

Le compromis d'Addis-Abeba ou les méfaits de la « balkanisation »

Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie, symbole de la continuité de l'indépendance, est choisie pour abriter, en avril 1963, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement. Il s'agit, dans une ambiance de grande ferveur, de choisir un modèle d'intégration continentale et de créer, dans la foulée, les institutions appropriées. A l'applaudimètre, ce sont incontestablement les idées de **Nkrumah** qui l'emportent. Lesquelles ? Une intégration immédiate qui implique la mise sur pied d'un gouvernement commun à vocation continentale, et donc un gouvernement doté des prérogatives régaliennes. Réticents et inquiets, les autres dirigeants réussissent à obtenir un compromis, grâce au *négus* Haïlé Sélassié. Philosophie de ce compromis ? D'abord le maintien de la souveraineté des Etats indépendants, puis une action concertée dans le but d'émanciper complètement le continent et d'avancer,



Haïlé Sélassié
Photo : AFP

en fin de compte et de façon progressive, dans la voie de l'unité. La « balkanisation » dénoncée et combattue par les **Lumumba, Senghor** et **Nyerere** se trouve ainsi légitimée. Devenue *de facto* une sorte de « **Sainte Alliance** » des gouvernements en place, l'OUA va garantir la pérennité des frontières coloniales dès 1964 et s'efforcer d'élaborer une politique de compromis sur les problèmes que rencontre le Continent. Alors que l'indépendance des territoires encore colonisés est acquise en 1980 (hormis le problème spécifique de l'Afrique du Sud), sur les dossiers les plus sensibles tels que le positionnement par rapport aux deux blocs, les relations avec le régime de l'apartheid, la question érythréenne ou le conflit du Sahara occidental, les Etats sont trop divisés pour arriver à des solutions communes. Le principe de la « non-ingérence » dans les affaires des autres Etats se traduit le plus souvent par une indifférence coupable dans les drames tels que celui du Biafra.

Epilogue

Si bien qu'à la lumière de ce double échec, et à peine les lampions de l'indépendance éteints, chacun se demande, avec anxiété, si la nouvelle Afrique ne serait pas, en fin de compte, bien *mal partie* ? Indépendance cha cha ?

ACTE 7

Le Règne des partis uniques

(1964–1980)

« Combien de peuples ? Un seul ! Combien de partis ? Un seul ! Combien de chefs ? Un seul ! ».

Slogan lancé par le Maréchal Mobutu Sese Seko.

Prologue

À leur accession à l'indépendance, presque tous les nouveaux Etats africains se trouvent placés sous le régime du **pluralisme politique**. Les seules exceptions étant la Centrafrique, la Côte d'Ivoire et le Tanganyika, trois pays où le parti dominant écrase si totalement les autres qu'il s'agit, *de facto*, d'un parti unique. Partout ailleurs, la vie politique repose sur des partis rivaux, dont les différences sont essentiellement idéologiques. S'opposent les « modérés » aux « progressistes » et aux « révolutionnaires ». Largement condamnés par les « pères des indépendances », les clivages ethniques et régionalistes jouent dans ces partis un rôle mineur. Or, en moins de dix ans, tous les Etats vont basculer dans le **régime de parti unique** dont l'Afrique ne sortira qu'à la fin des années 1980 et au début des années 1990.

Complots en tout genre

Plusieurs voies vont mener à ce modèle d'état autoritaire. Certains responsables politiques ont recours à **la théorie des complots**. Opportunément dévoilés, « tout juste avant » leur mise en œuvre, ces complots servent en réalité à éliminer les opposants et à durcir brutalement le régime. Pays modèle d'une longue pratique d'élections pluralistes, le Sénégal est secoué en décembre 1962, par un complot... imaginaire. Le Président de la République, **Léopold Sédar Senghor**, en fait porter la responsabilité à son Premier Ministre et ami **Mamadou Dia**, immédiatement condamné à la détention à perpétuité. La porte est ouverte et beaucoup vont s'y engouffrer. La Côte d'Ivoire, par exemple, qui bruisse de rumeurs de complots – tous faux !



Félix Houphouët-Boigny
Photo : AFP

– grâce auxquels **Houphouët-Boigny** peut se débarrasser des jeunes militants de gauche du PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire) et la Guinée, bien sûr, où, en réponse aux menaces d'un complot permanent fomenté par ses « ennemis », **Sékou Touré** répond par des purges tout aussi permanentes. Purges dont le temps fort sera l'exécution de **Diallo Telli**, premier Secrétaire Général de l'OUA, et dont le symbole restera, à tout jamais, le sinistre **Camp Boiro**, en activité durant la totalité du règne du leader guinéen.

L'armée sur le devant de la scène

Seule force organisée, l'armée entre massivement sur la scène politique. Partout, elle se présente en sauveur du peuple, avec la mission de le débarrasser, ce peuple, de tous ces civils, incompetents et corrompus, qui occupent impunément le pouvoir. Et les chiffres sont éloquentes : vingt tentatives de coups d'Etat militaires avortés entre 1960 et 1975 ; vingt-huit autres réussies pendant la même période ; une quinzaine d'Etats placés sous un régime militaire et dirigés par des « chefs » plus ou moins spectaculaires, de **Mobutu** à **Bokassa**. Un triste record, celui du Dahomey. Naguère connu comme « **le Quartier Latin de l'Afrique** », ce pays connaît de 1963 à 1972 pas moins de six coups d'état militaires.



Jean Bédel Bokassa
Photo : AFP

Des arguments à... foison

Qu'ils soient d'origine civile ou militaire, les pouvoirs en place multiplient les pressions pour mettre à profit cette instabilité générale et convaincre les partis d'opposition de se fondre dans le parti dominant. Chacun va, dès lors, s'empresse de trouver de multiples justifications au règne dictatorial des partis uniques. Rarement les élites politiques africaines auront fait preuve d'autant d'imagination et d'inventivité que dans cet exercice de plaidoyers *pro domo*.

Il est d'ailleurs remarquable de noter que dans ce double exercice – le plaidoyer *pro domo* et l'argumentaire justifiant le règne des partis uniques – la couleur politique du « Père de la Nation » est de peu d'importance. Qu'il soit d'obédience marxiste ou résolument capitaliste, le dictateur avance des justifications identiques et fait appel, sans vergogne, aux mêmes recettes. Pour ce faire, toutes sortes de raisons sont invoquées : l'inexistence des classes sociales et, par conséquent, celle des luttes de classes, qui rendrait inutile de multiplier les partis censés représenter ces classes inexistantes ; la nécessité de renoncer aux querelles partisans et de rassembler dans une structure politique unique tous les efforts favorisant le développement économique et social ; l'impératif absolu de créer la nation et, pour y parvenir, de fondre les multiples composantes ethniques issues des découpages territoriaux artificiels de la colonisation dans un seul creuset et sous l'autorité d'un seul chef. Ainsi le « Père de l'indépendance » se fait désormais appeler le « Père de la nation ». « La tradition » et « l'authenticité africaine » sont convoquées pour justifier des méthodes qui empruntent, en réalité, aux totalitarismes les plus modernes. « *Combien de peuples ? Un seul ! Combien de partis ? Un seul ! Combien de chefs ? Un seul !* ». Tel est le slogan, des plus emblématiques, que fait crier, à des foules habilement conditionnées, le Maréchal **Mobutu Sese Seko**. Oui, le Zaïre du « Grand Léopard » est en la matière une parfaite référence et les imitateurs ne manquent pas : **Gnassingbé Eyadema**, par exemple, au Togo ou **Juvénal Habyarimana** au Rwanda.

Mais il faut aller plus loin encore dans la persuasion et, pour authentifier cette démarche, il convient de la populariser. Alors un peu partout, les artistes sont mis à contribution et nombreux sont les chants et les danses qui contribuent à « animer » ce temps des partis uniques et à consolider le culte du « Père de la Nation ».

L'Afrique de tous les (mauvais) records

Or, sous les paillettes de ce folklore (d'ailleurs inventé de toutes pièces) qui plait tant aux hôtes étrangers, les Africains, eux, vivent un véritable enfer : tyrannie capricieuse des chefs d'Etat, confusion entre l'Etat et le parti, ce parti dont les membres qui s'improvisent « *administrateurs* » multiplient abus et signes d'incompétence, violences répétées contre les personnes, abus de biens sociaux et détournements des deniers publics. L'Afrique occupe alors une place de choix dans le livre des records, celui de la **corruption**, du **népotisme**, de la **violation des droits humains** et des **émigrations pour raisons strictement politiques**.

Ces temps terribles sont aussi ceux où, voulant exalter le génie créateur des « Présidents Fondateurs », les différents pouvoirs se lancent avec frénésie dans de grands travaux de prestige. Il s'agit presque toujours **d'éléphants blancs**, autrement dit de réalisations fort coûteuses et le plus souvent inadaptées aux besoins de la population, éléphants blancs dont les cimetières vont vite encombrer les terrains vagues des métropoles urbaines. Il faut comprendre que pour beaucoup de pays « riches », la croissance économique mondiale des « Trente Glorieuses » (finissantes !) est une source de revenus plus qu'appréciable et, comme le contexte de la Guerre Froide aiguise les rivalités entre grandes puissances, ces dernières n'hésitent pas à financer à grands frais ces travaux souvent disproportionnés. Lesquels sont assortis de prêts à taux très rentables, dont les intérêts ne tarderont pas à grever lourdement les économies, et donc les budgets, des Etats « bénéficiaires ».

Trop c'est trop

Trop, c'est trop, et dès les années 1970, les difficultés, longtemps comprimées et étouffées, commencent à fissurer tous ces édifices despotiques. Liée à la crise de l'économie mondiale, celle des **économies de rente**, entre pour beaucoup dans cette remise en cause.

Le premier exemple, très symbolique, est celui du Sénégal, un régime que ses multiples lézardes contraignent à l'ouverture. De façon assez exemplaire, puisque les initiatives du Parti Socialiste sénégalais vont convaincre d'autres pays de suivre, cahin-caha, le même chemin. Au Sénégal donc, lassé par une agitation sociale et des grèves estudiantines à répétition, Léopold Sédar Senghor ouvre brutalement le jeu politique par une cascade de mesures qui prennent de court tous ses pairs. Il crée un poste de Premier Ministre, libère des prisonniers

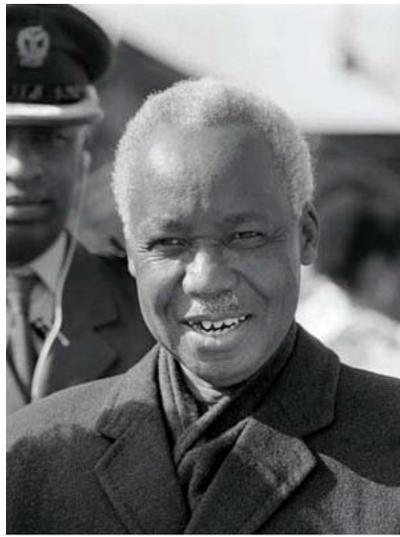


Mobutu Sese Seko
Photo : AFP

politiques, adopte le système du multipartisme et, le **dernier jour** de l'année 1980 (quel symbole !), se démet volontairement de ses fonctions de chef de l'Etat. Autre évolution, mais dans un contexte bien plus critique, celle du Zaïre de Mobutu Sese Seko. Ebranlé par deux insurrections populaires, le « Grand Léopard » ne doit son salut qu'à l'intervention de troupes marocaines et occidentales et se trouve obligé, en contrepartie, d'accepter les contrôles tatillons et les règles de transparence des institutions financières de Washington. Même le *Mwalimu Julius Nyerere*, homme-symbole unanimement salué par l'ensemble du Continent pour son respect des valeurs humanistes, est obligé de suivre le mouvement et d'annoncer, au moment où Senghor démissionne, que lui-même se retirera volontairement en 1985. Ce qui fut fait.

Epilogue

Le règne, sinon l'âge d'or, des partis uniques, aura donc duré du milieu des années 1960 au milieu des années 1980. Une génération en somme. Une génération de souffrances certes, mais aussi de combats. Une génération de frustrations et d'espérances. L'Afrique des indépendances est alors bien morte et enterrée. Mais ces nouvelles générations africaines, celles qui sont nées sous les régimes despotiques et celles qui les ont combattus, ne risquent-elles pas à leur tour, comme ce fut le cas pour les générations des indépendances, de nourrir des attentes qui vont bien au-delà de ce que l'Afrique peut réellement leur offrir ?



Julius Nyerere
Photo : AFP

ACTE 8

Vents nouveaux, vents contraires

(1980-1989)

Prologue

Malgré leur apparente solidité, les régimes de parti unique, affaiblis et discrédités par leur incapacité à répondre efficacement, depuis les années 1970, à la crise de l'économie mondiale et à ses répercussions en Afrique, ne ressemblent plus du tout, vers 1980, aux citadelles inexpugnables qu'ils furent quinze ans plus tôt. Moins d'une génération après les indépendances, l'Afrique se trouve de nouveau ébranlée par une lame de fond, elle-même alimentée par une contestation à la fois politique, sociale et culturelle. En phase avec de nouveaux acteurs, tous issus des sociétés africaines, l'environnement international accompagne, soutient et encourage ce mouvement. Cadre de multiples violences, mais aussi de pacifiques et laborieuses négociations, l'Afrique, secouée par cette nouvelle tempête, est en réalité, au cours de la décennie (1980-1989), attachée à réunir les prémices d'un ordre politique plus conforme aux aspirations de ses peuples.

Vent nouveau en Afrique australe et lusophone

Ces années voient se poursuivre le mouvement de décolonisation inachevé depuis les années 1960. Nullement déstabilisé par les massacres spectaculaires de Sharpeville (1960) et de Soweto (1976), le régime de l'apartheid continue de se durcir, alors que les résistances des mouvements noirs et des organisations blanches progressistes gagnent en ampleur. Et cela grâce aux actions d'*Umkonto we Sizwe* (« La Lance de la Nation », branche armée de l'ANC) et aux manifestations pacifiques de multiples associations, relayées par l'engagement d'artistes telle la chanteuse **Myriam Makeba**, et d'écrivains comme **André Brink** ou **Nadine Gordimer**. Dans le même temps, les sanctions économiques et sportives se multiplient contre l'Afrique du Sud. Elles sont le fait de la plupart des institutions internationales, de certains Etats européens et de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) qui réunit, depuis 1979, quelques pays africains « progressistes », dont les nouveaux Etats indépendants d'Afrique australe. Par exemple le Zimbabwe, qui a dû mener une guerre d'indépendance très dure contre le régime de **Ian Smith**, lequel s'était unilatéralement affranchi de la tutelle britannique. L'indépendance de l'ex-Rhodésie du Sud (rebaptisée Zimbabwe) est célébrée en 1980, au milieu d'immenses festivités, rehaussées par la présence à Harare du charismatique **Bob Marley**. Quant à l'Angola et au Mozambique, leur indépendance simultanée n'est pas sans rappeler celles de l'année 1960. Depuis ces années-là, en effet, la



Amilcar Cabral
Photo : AFP



Agostinho Neto
Photo : AFP

guerre de libération des colonies portugaises n'en finit pas d'épuiser le régime dictatorial de **Salazar** au Portugal. Malgré les assassinats d'**Eduardo Mondlane** et d'**Amilcar Cabral**, organisés par la redoutable **PIDE**, la lassitude des forces armées portugaises persiste et débouche sur la « **révolution des œillets** » (25 avril 1974). Cette dernière met un terme à l'« Etat Nouveau » du régime salazariste et, en même temps, au plus vieil empire européen en Afrique. Donc *vent nouveau* pour le Continent et, d'un coup, plusieurs territoires – Angola, Guinée-Bissau et Mozambique – accèdent à l'indépendance. L'Afrique se découvre de nouveaux héros : **Agostinho Neto**, **Samora Machel** et, au Zimbabwe, le paradoxal **Robert Mugabe**.



Samora Machel

Photo : AFP

Guerres civiles et Guerre Froide

Mais leur indépendance à peine acquise, la plupart de ces pays vont connaître de longues guerres civiles, entretenues par la Guerre Froide. Tandis que le régime zimbabwéen multiplie les mesures d'exception, on voit s'affronter en Angola le MPLA, d'inspiration communiste, et ses rivaux (le FNLA et, surtout, l'UNITA) et, au Mozambique, le FRELIMO, d'obédience marxiste, et la RENAMO, anti-communiste et soutenue par l'Afrique du Sud. Si ces guerres offrent d'abord à l'URSS de Léonid Brejnev et à ses alliés, en particulier la RDA et Cuba, l'occasion de prendre pied sur le continent africain, elles sont aussi, dans de nombreux cas, des contestations armées du monopartisme, dans sa version communiste. Contestation que l'on retrouve également dans les années 1980 en Ethiopie où la déposition (et l'exécution ?) du prestigieux empereur **Hailé Sélassié** en 1974 a laissé le champ libre à la « terreur rouge » organisée par **Hailé Mengistu Mariam**, terreur violemment contestée par la guérilla anticommuniste et par les indépendantistes de l'Erythrée.

Cependant, la contestation n'épargne pas les régimes non communistes de parti unique. Fortement ébranlés par les « **guerres du Shaba** », le régime du **Maréchal Mobutu Sese Seko** reste soumis aux injonctions incessantes et au contrôle tatillon des institutions financières de Washington, **FMI et Banque Mondiale**. En imposant, avec plus ou moins de rigueur, les principes de transparence et d'*accountability*, celles-ci dénoncent les pratiques de corruption, de dilapidation des deniers publics et d'impunité liées au monopartisme, et encourageant, du même coup, la lutte des personnalités et des organisations de la « société civile » de plus en plus nombreuses.

Une floraison de nouveaux acteurs

On voit ainsi apparaître de nouveaux acteurs sur la scène sociale, culturelle et politique. Ici, ce sont surtout les **écrivains**, comme le Congolais **Sony Labou Tansi** ou le Nigérian **Ken Saro Wiwa**. Là, ce sont plutôt les **jeunes**, voire les très jeunes, et même des enfants scolarisés. L'action déterminée de ces jeunes a déjà contribué à faire tomber l'empereur **Bokassa 1^{er}** de Centrafrique en 1978. Et ce sont encore eux qui, en 1987, imposent au président malien **Moussa Traoré** un « dialogue sur la corruption », qui présente toutes les caractéristiques

d'une autocritique forcée. Entrent à leur tour en action **les femmes**, dont le travail assure, en très grande partie, la production et la circulation des biens de subsistance. On les croyait silencieuses, mais voilà que leurs manifestations contre la vie chère, qui culminent par exemple à Conakry le 15 janvier 1988, aggravent l'isolement des pouvoirs en place. Il y a enfin les **fonctionnaires**, catégorie sociale dont les rangs ont gonflé avec le renforcement des Etats, et dont les salaires réguliers constituent une sorte de privilège. Or, l'accumulation des salaires impayés et les « dégraissages » (licenciements et mises à la retraite) imposés par les rigoureux **PAS (Programmes d'Ajustement Structurel)** de la Banque Mondiale et du FMI vont les jeter à leur tour dans la contestation. Ainsi, la grève générale menée en 1989 par les fonctionnaires du Bénin, impayés depuis plusieurs mois, apparaît comme l'une des causes les plus probantes de la première Conférence Nationale en terre africaine.

La porte de sortie ou la fin de la non-ingérence

La relève des générations politiques, à laquelle on assiste au cours des années 1980, résulte de l'ensemble de ces processus. De vieux dirigeants, naguère auréolés de prestige ou redoutés pour leur cruauté, prennent la porte de sortie, comme **Habib Bourguiba** (1981), **Amadou Ahidjo** (1982) ou **Julius Nyerere** (1985). Après **Jean Bedel Bokassa** (1978) et **Idi Amin Dada** (1979), certains y sont poussés par la force, à la suite de coups d'état ou de guerres civiles. Celles-ci voient des Etats africains violer la sacro-sainte règle de « la non-ingérence » établie par l'OUA. Ainsi, la Tanzanie de Julius Nyerere n'hésite pas à apporter son soutien aux rebelles ougandais, tandis que la Libye du **colonel Kadhafi** met à profit les rebondissements de la guerre civile au Tchad pour se mêler directement des affaires de son voisin. La mort aux Etats-Unis du Guinéen **Sékou Touré** (1984) sonne le glas d'une époque, sinon de deux époques, celle des partis uniques, mais aussi celle de l'indépendance.

Une classe politique « rafraîchie »

Parmi les nouveaux dirigeants, beaucoup ne laissent pas de séduire. Arrivé au pouvoir en 1980 à la suite d'un coup d'état, le lieutenant **Jerry Rawlings** entreprend de nettoyer le Ghana, devenu, depuis la chute de Kwamé Nkrumah, l'un des régimes despotiques les plus corrompus et les plus inefficients du continent. Cette volonté de remise en ordre est également l'objectif affiché par **Paul Biya** et **Yoweri Museveni**, arrivés respectivement au pouvoir au Cameroun en 1982 et en Ouganda en 1986.



Jerry Rawlings
Photo : AFP

C'est aussi un coup d'état qui porte au pouvoir **Thomas Sankara**, dans un pays dont il change aussitôt le nom (la Haute-Volta devient le Burkina Faso, « Le Pays des Hommes intègres »). Le jeune président multiplie discours et initiatives qui font naître l'espoir de voir – enfin ! – s'instaurer des régimes plus soucieux de cette souveraineté nationale et de ce bien-être du plus grand nombre qui avaient été au cœur de l'idéologie des indépendances. Mais son expérience (parfois trop radicale) est brutalement interrompue par un sanglant coup d'état. Elle n'aura duré que quatre ans, de 1983 à 1987.

Des figures inquiétantes

C'est dire que les motifs d'inquiétude persistent. Le Nigeria, riche de sa population et de son pétrole, tarde à se stabiliser : la Troisième République, inaugurée en 1979, par l'élection de **Shehu Shagari**, est victime d'un double coup d'état, en 1983 et 1985, qui ramène l'armée au pouvoir, sous l'autorité du terrible despote **Sani Abacha**. Les chefs de guerre qui s'emparent du pouvoir sont très ambigus. Quel crédit, en effet, accorder à un **Hissène Habré**, maître du Tchad depuis 1982, l'un des premiers universitaires du pays, connu aussi pour ses retournements politiques et ses méthodes expéditives ? Qu'attendre d'un **Samuel Doe**, issu des groupes « indigènes » du Libéria, arrivé au pouvoir en 1980 et dont le rêve secret semble être la revanche des populations locales sur les descendants des « Créoles », installés dans le pays et au sommet de l'Etat depuis la fin du 18^e siècle ? Que penser enfin d'un **Lansana Conté**, qui met à profit la surprise et la perplexité des Guinéens pour prendre le pouvoir par la force quelques jours à peine après la mort de Sékou Touré ?

Epilogue

En 1989, tandis que l'effondrement du Mur de Berlin semble ouvrir une ère nouvelle dans les relations internationales et que souffle **le vent d'Est**, le Bénin abandonne son idéologie officielle, le marxisme, tandis le Nigeria et Madagascar adoptent le multipartisme et que des élections libres sont organisées en Namibie, encore occupée par l'Afrique du Sud.

Vibrant ainsi à l'unisson avec les autres parties d'un monde assoiffé de liberté, le continent noir s'apprête à prendre un nouveau virage décisif de son histoire au 20^e siècle.

ACTE 9

Les Aventures chaotiques de la démocratie (1989-2002)

Prologue

L'année 1990 restera-t-elle dans l'histoire comme un autre *annus mirabilis*, à l'image de l'année 1960 ? Les changements survenus au cours de cette année ne bouleversent pas de fond en comble le paysage politique, économique et social de l'Afrique, mais ils entraînent dans leur sillage un *aggiornamento* général. Et, dans le même temps, directement ou indirectement, ils suscitent des questionnements restés encore sans réponse et ouvrent des perspectives chargées de promesses et de menaces.

Ruptures ?

L'année 1990 commence en effet par trois événements qui figurent parmi les ruptures les plus importantes de l'histoire de l'Afrique au 20^e siècle. Il y a d'abord, le 11 février, la libération de **Nelson Mandela**, le chef de l'ANC (African National Congress), après 27 ans d'une interminable captivité dans les geôles du régime de l'apartheid. Le 19 du même mois, se réunit à **Cotonou** la première « **Conférence Nationale** » en Afrique. Adeptes depuis 1974 du « socialisme scientifique » et du marxisme-léninisme (le marxisme-béninisme cher à



Nelson Mandela

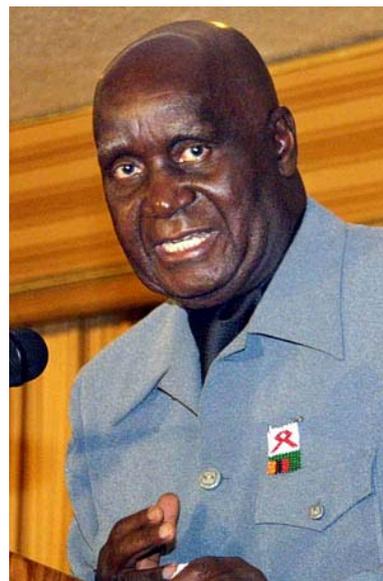
Photo : AFP

Mathieu Kérékou !), le Bénin ne bascule pas seulement du côté du capitalisme. Il adopte aussi la démocratie pluraliste, au terme de débats houleux, mais tenus dans un climat exemplaire de franchise et de tolérance. Un mois plus tard, le même scénario se répète au **Gabon**, connu pour son attachement au monde occidental : la Conférence Nationale répudie à son tour le régime de parti unique au profit du pluralisme. Au Bénin comme au Gabon, les peuples et leurs représentants mettent ainsi en échec les notables des partis-Etats et les règles de fonctionnement politique vieilles d'une trentaine d'années. En Afrique du Sud, la libération de Nelson Mandela porte l'ANC au pouvoir et conduit à l'indépendance de la dernière colonie en Afrique, la Namibie. La preuve est faite que la résistance à l'oppression et le combat pour la justice sont toujours payants. Alors, du même coup, commence à s'effondrer l'édifice d'expropriations, de discriminations et de racisme mis en place à l'extrême sud du continent par les colons hollandais depuis 1652. Dans le même temps, s'élaborent de nouvelles règles du jeu qui entendent associer démocratie représentative et principes de l'*ubuntu*, cet « humanisme » hérité des temps anciens dans les sociétés africaines.

L'explosion du multipartisme

Sur ces événements, vient se greffer le discours prononcé le 20 juin 1990 par le président français, **François Mitterrand**, à La Baule, à l'ouverture du 16^{ème} Sommet franco-africain. Désormais, l'aide publique au développement ne sera accordée qu'aux pays respectant les Droits de l'Homme et appliquant les principes démocratiques. La plupart des hommes d'Etat africains présents réagissent négativement. Mais le monde a changé. La chute du Mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991 mettent fin à la Guerre Froide et font sauter, du même coup, le verrou qui, du côté occidental, bloquait toute ouverture politique en Afrique.

Tout un continent semble alors emporté par l'emballement démocratique. Les Conférences Nationales se multiplient : au Mali, en République Populaire du Congo, au Togo, au Zaïre et au Niger en 1991 ; en Centrafrique en 1992 ; au Tchad en 1992. On assiste à une **nouvelle parade** de l'Afrique, où l'on voit les Etats adopter l'un après l'autre le multipartisme : le Zaïre, le Cap-Vert, le Rwanda, le Niger, le Tchad, le Cameroun, le Mozambique, le Congo et la Zambie en 1990 ; le Togo, la Centrafrique, le Burundi, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, la Sierra Leone, le Kenya et les Seychelles en 1991 ; la Tanzanie, le Burundi, la Guinée, le Ghana, Madagascar et Djibouti en 1992... Les têtes tombent. Des figures historiques sont chassées de la scène politique par les élections libres et transparentes, comme **Mathieu Kérékou** au Bénin et **Kenneth Kaunda** en Zambie (1991), **Denis Sassou Nguesso** au Congo (1992) ou **Hastings Kamuzu Banda** au Malawi (1994). Seuls sortent vainqueurs de ce séisme électoral « Le Vieux », **Félix Houphouët-Boigny**, et **Omar Bongo**.



Kenneth Kaunda
Photo : AFP

Hommes d'église et société civile... en première ligne

Ce n'est pas seulement au sommet de l'Etat qu'apparaissent des hommes nouveaux. Partout s'imposent de nouveaux acteurs sociaux et politiques. Les églises, seules institutions organisées capables de résister à l'emprise de l'Etat, se mettent en première ligne et ce n'est pas un hasard si des évêques président les Conférences Nationales au Bénin, au Congo ou au Zaïre. Quant à l'archevêque anglican du Cap, **Mgr Desmond Tutu** il est, en Afrique du Sud, l'un des artisans du passage en douceur du régime de l'apartheid au régime fondé sur la règle « **un homme, un vote** ». Il en est de même pour les universitaires, intellectuels, technocrates et hauts fonctionnaires d'organismes internationaux qui accèdent, dans de nombreux pays, à la direction des affaires publiques. Les groupes de la « société civile », formés de jeunes scolarisés ou en chômage, et d'un nombre croissant de femmes, montrent leur capacité de mobilisation et découvrent leur force. La presse et les autres moyens d'information, enfin libérés, ainsi que les artistes débordant d'imagination, entretiennent partout la flamme de la résistance et la ferveur de l'innovation. Pour autant faut-il

considérer qu'en cette décennie des années 90, la démocratie vient de remporter une victoire définitive ?

Les vieux démons sont de retour

Les flonflons du multipartisme et les premiers pas de la démocratie ne suffisent pas à éteindre un sentiment d'inquiétude partout présent, et les questions qu'il génère. Ne risque-t-on pas de voir l'histoire se répéter, comme au moment des indépendances ? Les détenteurs des pouvoirs politiques et économiques ne vont-ils pas fouler aux pieds les victoires et les espoirs des populations ? Quelle sera la durée de vie de ces jeunes démocraties ? Or, personne ne pouvait imaginer que, dans certains pays, la réponse à ces questions prendrait un tour si dramatique.

L'impatience et les frustrations, longtemps contenues, des classes populaires vont rapidement dégénérer en violences, troubles sociaux et pillages de toutes sortes. C'est le cas, en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Cameroun, au Congo et au Zaïre (1991, 1993). Les vieux démons de l'ethnisme et du régionalisme ressurgissent. Au Rwanda, ils culminent en 1994 dans le génocide des Tutsis – **premier génocide de l'Afrique indépendante** – et le massacre des Hutus modérés. Impossible, bien sûr, d'attribuer un événement d'une telle ampleur à une cause unique. Mais sans doute peut-on voir au Rwanda l'illustration d'un cruel paradoxe de la démocratisation : le jeu politique s'ouvre soudain, libérant des haines recuites, jusque-là enfermées sous le couvercle de la dictature. La lutte pour le pouvoir, remuant le vieux fond d'ethnisme importé (notamment) d'Allemagne au temps de la colonisation et avivé par le colonisateur belge, prend, en quelques mois, un tour littéralement atroce.

Alors que s'achèvent plusieurs conflits (la guerre de libération érythréenne, le conflit touareg, la guerre en Casamance), d'autres guerres civiles se déchaînent. Elles vont, au Zaïre, porter **Laurent-Désiré Kabila** au pouvoir après une spectaculaire « anabase » et, au Congo, ramener **Denis Sassou-Nguesso** à la tête de l'Etat (1997) au terme de terribles massacres, destructions et pillages à Brazzaville. Le Liberia de **Samuel Doe** et de **Charles Taylor**, la Sierra Leone, voisine et complice, de **Foday Sankoh**, voient, avec le déferlement de milices rivales et la folie meurtrière des **enfants soldats**, régner le désordre et les pires violations des droits humains. Des exemples trop rapidement suivis ailleurs. Ainsi l'ex-Zaïre, devenu République Démocratique du Congo, replonge dès 1998 dans une guerre des frontières avec ses voisins de l'est (Ouganda, Rwanda et Burundi) et dans une guerre civile fomentée par d'innombrables groupes rebelles. L'Afrique fait alors l'expérience de la première guerre interafricaine dans laquelle s'affrontent, directement ou indirectement, une demi-douzaine d'Etats. Longtemps considérée comme un havre de paix, la Côte d'Ivoire subit le même sort à partir de 2002.

Et, ici ou là, sévissent ces « **warlords** », ces « **seigneurs de la guerre** » que le journaliste et écrivain polonais **R. Kapuscinski** décrit comme de véritables brigands sanguinaires, corrompus et oppresseurs des plus faibles : « *Leur nombre ne cesse d'augmenter, écrit-il. C'est une nouvelle puissance, ce sont les nouveaux maîtres... Quant aux Etats, même s'ils tiennent le coup, ils se retrouvent affaiblis, pauvres et impuissants* ».

En Somalie, il n'y a plus d'Etat

L'exemple de la Somalie est emblématique de cet affaiblissement de l'Etat, voire de sa disparition. En 1991, le chef de l'Etat, le général **Mohamed Syad Barre**, qui avait pris le pouvoir vingt ans plus tôt, s'enfuit pour échapper à une situation de plus en plus chaotique. Alors que la guerre avec l'Ethiopie s'apaise (accord de 1988), c'est la guerre civile qui prend le relais et fait rage. La fuite de Syad Barre précipite les choses : les chefs de guerre et la mouvance islamiste radicale s'affrontent pour la prise de pouvoir, tout comme le font



Siyad Barre
Photo : AFP

les clans traditionnels et historiques. En 1992, pour **faire face à une catastrophe humanitaire** de grande ampleur, les Nations Unies envoient une mission sur place, que vient renforcer l'année suivante **l'opération américaine « Restore Hope »**. Après le lynchage de 18 *marines*, les troupes américaines se retirent, suivies, en 1995, par les casques bleus. Le pays se trouve alors plongé dans une situation de violence et de divisions qui perdure et, de 1980 à nos jours, aura coûté la vie à 300 000 somaliens et contraint un sur six d'entre eux à fuir leur pays.

Epilogue

De cette décennie heurtée, que reste-t-il en ce début du troisième millénaire ? Démocratisation achevée ou restauration autoritaire ? Ni l'une, ni l'autre. Ou, plutôt, les deux à la fois. Les élections générales organisées en RDC en 2006 – les premières depuis plus de quarante ans – constituent un symbole à tous points de vue éloquent. Mais qui ne voit l'autre face, celle des **pouvoirs malins**, très habiles à reprendre d'une main ce qu'ils concèdent de l'autre ? Qui ne voit la pesanteur des habitudes liées à **la mauvaise gouvernance** ? Et les criantes inégalités sociales ? Et, toujours manqués, les rendez-vous avec le développement économique, qui ne les voit ? Parce que, devenue souveraine après avoir éliminé la colonisation, l'Afrique ne tarde pas à comprendre que tous les liens de dépendance sont loin d'avoir été rompus. Et dans le même temps, cette **Afrique nouvelle**, portée par l'élan démocratique, découvre les multiples freins qui ralentissent sa marche en avant et dont elle devra triompher, un à un.

ACTE 10

Africa must unite (2002-2007)

« Africa must unite. »
Kwamé Nkrumah

Prologue

Les nombreuses difficultés qui contrarient son aboutissement ne doivent pas occulter qu'en ce tout début de 21^{ème} siècle, la réalisation de l'unité africaine est plus que jamais d'actualité. S'il y a peu de temps encore la simple évocation des **Etats-Unis d'Afrique** (notamment par **Muammar Kadhafi**) pouvait prêter à sourire, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Réservée jusqu'à lors à quelques idéalistes, cette vision panafricaine s'est largement popularisée et ne laisse plus indifférent l'homme de la rue, conscient que la balkanisation qui caractérise le paysage étatique africain ne permet pas de répondre avec efficacité aux défis de la modernité et à son plus significatif visage, la **mondialisation**.

D'où la décision de se doter, dès l'aube du siècle naissant, d'un outil conséquent. Prenant acte des échecs et du maigre bilan de l'**OUA**, les chefs d'Etat réunis à Lomé adoptent en 2000 l'acte constitutif de l'Union Africaine (**UA**) solennellement proclamée, un an plus tard, à Syrte ((Libye) et qui tient son premier sommet en 2002 à Durban. « Il est temps, déclare à cette occasion le sud-africain **Thabo Mbeki**, il est temps que l'Afrique occupe sur la scène internationale la place qui lui revient ». Prenant le contre-pied de l'OUA, sévèrement accusée de n'être qu'un « syndicats de chefs d'Etat » plus soucieux de sauver leurs pouvoirs nationaux que de toute autre chose, l'UA s'inspire, de l'Union Européenne dans sa philosophie et l'organisation qui en découle. D'où : la création d'une Commission de l'Union africaine, véritable exécutif de dix membres, placée sous le seul contrôle de la Conférence des Chefs d'Etat. D'où cette initiative particulièrement marquante, la présence, au sein de la Commission **d'un commissaire chargé de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits ainsi que de la lutte contre le terrorisme**. Si l'on tient compte de l'existence d'un **Conseil de paix** et d'un mécanisme d'alerte rapide avec une **Force africaine** devant compter 15 000 hommes en 2010, les ambitions de l'UA dans le domaine de la sécurité apparaissent en exact contrepoint de celles de l'OUA. Certes le cahier des charges de l'Organisation ne saurait se réduire à ce seul aspect de **non-agression entre les Etats** et de **défense commune**, mais c'est bien sur ce terrain, entre tous prioritaire, que doit être dressé le bilan des premiers pas de la nouvelle Union Africaine.

Exode au Sahel, instabilité dans les « hautes terres »

En vérité, l'unité continentale tant désirée semble d'autant plus délicate à mettre en œuvre que beaucoup d'Etats éprouvent les plus grandes difficultés à consolider, voire à maintenir leur propre unité à l'intérieur des frontières issues de la colonisation. Frontières proclamées intangibles dès les premiers sommets

de l'OUA. Particulièrement représentatives de cette difficulté, deux zones : le Sahel et l'Afrique des « hautes terres ».

Liés aux changements climatiques à échelle mondiale et localement à la sécheresse persistante et à l'avancée irrésistible du désert, les blocages économiques des régions sahéennes, par ailleurs négligés par les Etats depuis plusieurs décennies, contraignent les populations à l'exode vers les terres des savanes et vers les villes. Ces populations misérables sont devenues la clientèle privilégiée de politiciens démagogues qui n'hésitent pas à brandir, en leur nom, les armes des identités tribales et ethniques. Les litiges séculaires entre « Arabes » et « Noirs », entre **nomades** touaregs et populations **sédentaires** s'en trouvent exacerbés et dégénèrent parfois en conflits armés, comme au Mali et au Niger. La lente poussée vers le sud des peuples pastoraux a pour effet la constitution de noyaux de Peuls immigrés, en Centrafrique notamment, non loin des frontières déjà chargées de conflits de l'Ouganda et de la RDC.

Autre arc d'instabilité structurelle, l'Afrique des « hautes terres » se trouve soumise à la pression de défis contradictoires : 1) Une **croissance démographique galopante** et donc une faim inextinguible de terres arables et pastorales. 2) **L'héritage** d'un long passé de coexistence et d'affrontements entre des peuples de même culture, mais de positions politiques divergentes et de statuts sociaux inégaux. 3) **Les blessures** non cicatrisées de massacres récents.

Tandis qu'au **Rwanda** le pouvoir de **Paul Kagamé**, crédité d'un retour à la stabilité, n'en finit pas de régler les comptes avec les génocidaires locaux et avec la Belgique, ancien « tuteur » et, surtout, avec la France, le **Burundi**, pour sa part, est toujours enlisé dans le cercle de réconciliations spectaculaires aussitôt suivies de rébellions.

Si l'**Ouganda** de **Yoweri Museveni** a bien éradiqué les survivances de l'ère **Idi Amin Dada**, c'est au prix d'un despotisme habile (collaboration avec les chefs « traditionnels ») mais qui n'a pas réussi, pour autant, à ramener dans l'espace de la politique institutionnelle « l'Armée de Libération du Seigneur », redoutable mouvement de fondamentaliste chrétien, dont la pratique de mobilisation d'enfants soldats et de violences pourrait faire des émules dans le contexte trop actuel d'inégalités sociales croissantes.

S'agissant du **Kenya**, les événements survenus fin 2007 prouvent que sous le leurre d'une prospérité assez artificielle, le pays n'a toujours pas résolu le drame des expropriations foncières, de l'absence de solidarité ethnique, d'un fossé social qui ne cesse de s'approfondir et de détestables pratiques politiques.

Omar Hassan al-Bachir, Laurent Gbagbo et Joseph Kabila

Au carrefour des mondes berbère, arabe et noir, à la frontière de l'islam et des sociétés païennes, le **Soudan** reste soumis à des secousses de grande amplitude, dont le **conflit du Darfour** ne constitue que la dernière réplique. De régimes militaires en régimes dictatoriaux le pays doit d'abord aménager son espace politique pour accorder aux terres du Sud, leur juste place. Entrées en rébellion à la fin des années 60, les populations du Sud radicalisent leur position

après l'instauration de la charia en 1983. Il faut attendre 2005 pour voir le gouvernement de Khartoum et L'Armée de libération du Soudan signer un accord de paix. Or, dès 2003, Khartoum doit combattre des mouvements rebelles, à l'aide de ses propres milices parmi lesquelles les redoutables *janjawids*. Ce conflit acquiert rapidement les dimensions d'un enjeu international. Débordement vers le **Tchad** voisin de dizaines de milliers de réfugiés. Mouvement de troupes de part et d'autre de la frontière avec le Tchad, lui-même confronté, depuis l'indépendance à une longue succession de rebellions. Accusation réciproque d'ingérence. Appui critiqué des troupes françaises aux forces armées tchadiennes. Difficultés pour l'ONU d'intervenir devant le refus répété du Président **Omar Hassan al-Bachir**. Enfin, **impuissance de l'Union Africaine à proposer des médiations efficaces**.

En **Côte d'Ivoire**, la succession du « Vieux » (**Félix Houphouët-Boigny**, mort en 1993), combinée avec une grave crise économique et l'ouverture du jeu politique, donne aux problèmes de l'immigration une dangereuse tonalité. Le concept culturel d'« ivoirité », inventé sous la Présidence **Bédié** (1993-1999), sert maintenant de paravent aux manœuvres et accusations xénophobes. Dans un contexte d'instabilité politique et de l'avènement controversé de **Laurent Gbagbo**, la guerre qui a éclaté en 2002 a ouvert des plaies difficiles à panser : cassure entre le « Nord » et le « Sud » ; effondrement de l'économie nationale ; rupture du tissu social ; bouleversement des équilibres au sein de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) ; violations des droits humains ; tensions sans précédent avec la France, ancienne puissance coloniale, et avec les Etats voisins, principalement le Burkina Faso ; discrédit jeté sur la CEDEAO et sur l'Union Africaine, l'une et l'autre impuissantes à répondre aux urgences liées aux affrontements comme aux problèmes structurels soulevés par le conflit. Si la guerre semble arrêtée depuis 2007, le pays est visiblement à reconstruire.

Le **Zaire**, redevenu depuis 1998 République Démocratique du Congo, offre encore un autre scénario des paradoxes de l'Afrique d'aujourd'hui. La fièvre festive qui avait accompagné la chute de **Mobutu Sese Seko** et l'arrivée au pouvoir de **Laurent-Désiré Kabila** et de ses *kadogo* (« enfants » soldats) en 1997 s'est transformée en cauchemar dès 1998, à la suite de l'agression perpétrée par la coalition de ses voisins de l'Est (Ouganda, Rwanda et Burundi), suivie par la prolifération de rébellions armées et par l'intervention de plusieurs Etats africains. Il a fallu une mobilisation internationale sans précédent pour amener à la même table les divers partis, personnalités, forces armées et groupes de la « société civile » du Congo. Plus que l'Union Africaine, ceux qui y ont contribué furent quelques Etats du continent (Gabon, Afrique du Sud), quelques personnalités africaines reconnues pour leur talent de négociateurs, les pays de l'Union Européenne, individuellement et collectivement, et, surtout, l'ONU, qui a déployé à cette occasion sa mission de pacification la plus importante depuis sa création. La paix laborieusement négociée a abouti en 2003 à un de ces systèmes dont la diplomatie internationale a le secret et, en 2006, aux premières élections générales « libres et transparentes » depuis 40 ans. Or, voici qu'à peine sortie des rébellions en cascade, la RDC de **Joseph Kabila** (qui a succédé à son père assassiné) est confrontée à une nouvelle guerre civile au Nord Kivu, une de ces provinces frontalières dont l'Afrique indépendante risque de souffrir longtemps, **faute d'élaborer un projet unitaire et fédérateur**

capable de multiplier les énergies du continent, aujourd'hui absorbées par les démons de la division et de l'exclusion.

S'agissant du règlement des conflits, on voit bien que dans tous ces pays, à l'exception du Rwanda et de l'Ouganda, l'Union Africaine est intervenue tant sur le plan politique que militaire avec une détermination certaine, mais toujours contrariée par la faiblesse des moyens engagés.

L'UA face aux défis de l'économie

Si l'UA s'est déjà doté d'un conseil économique et social, elle envisage de créer le plus rapidement possible des institutions financières propres : Banque Centrale Africaine, Fonds Monétaire Africain et Banque Africaine d'Investissement. Le climat paraît favorable, avec l'arrivée au pouvoir d'une génération nouvelle d'hommes d'Etat, incarnée notamment par **Alpha Oumar Konaré**, élu président du Mali, et **Thabo Mbeki**, succédant à Nelson Mandela à la présidence sud-africaine. Ceux-ci ont su s'articuler aux « anciens » que sont **Abdelaziz Bouteflika**, **Abdoulaye Wade**, **Omar Bongo** et **Mouammar Kadhafi**.



Alpha Oumar Konaré
Photo : AFP

Cette convergence inédite permet de redonner un élan au panafricanisme dans le domaine économique. Ainsi, le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) se propose, dans le cadre de la mondialisation, de rompre avec les économies de rente et de positionner l'Afrique dans l'économie des nouvelles technologies. Il y a urgence. Certains chiffres concordants montrent, en effet, que la contribution africaine au commerce mondial « unifié » est loin d'être satisfaisante. A l'aube du XXI^{ème} siècle, cette contribution ne représenterait plus que 2%, contre 4% vingt ans plus tôt. Faut-il en conclure que l'ouverture des marchés africains au reste du monde, largement encouragée par **l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**, aurait pu contribuer à faire chuter, de façon drastique, la valeur des exportations africaines ? Et par le fait même de multiplier par vingt le déficit commercial du Continent sur la période 1980-2000 ? On connaît le reproche qui est fait à l'OMC (depuis sa création par les Accords de Marrakech en 1994) : accepter que le Nord puisse subventionner ses produits d'exportation et notamment agricoles alors que les producteurs, eux, sont privés de tous subsides. Quant à la politique du **Fonds Monétaire International (FMI)**, elle est tout autant discutée. La priorité donnée par le Fonds aux exportations aboutit dans la plupart des pays africains à des situations de grave déséquilibre. Alors que dans un pays comme la France, 75% de la production nationale est destinée au marché intérieur, l'Afrique connaît une situation exactement inverse. Soixante-quinze pour cent de sa production est exportée et il ne reste que des « miettes » pour les populations locales. Pour les experts les plus pessimistes, la situation pourrait se résumer ainsi : les devises obtenues grâce aux exportations seraient utilisées, en réalité, au seul remboursement de la dette et fort peu aux dépenses que justifieraient de véritables politiques publiques. D'où l'appel de plus en plus insistant à la mise sur



Omar Bongo
Photo : AFP

piéd **d'un autre modèle de développement pour l'Afrique**. Sans négliger, pour autant, le rôle positif que joue la mondialisation dans le récent et significatif « décollage » économique de certains pays du Continent.

Face à ces défis plus ou moins bien relevés par l'UA, c'est à **Alpha Oumar Konaré**, Président de sa Commission jusqu'au tout début 2008, ancien Président du Mali et historien, qu'il reviendra d'en dresser le bilan et d'élargir la réflexion sur l'avenir économique, démographique et, bien sûr, politique du Continent.

Epilogue

Rêve ou réalité ? À la recherche de nouveaux équilibres unitaires, l'Afrique redécouvre la problématique de la renaissance africaine. Au début du 20^e siècle, c'est un sud-africain, **Pixley Kalsaka Seme**, qui avait fait, en faveur de « la régénération de l'Afrique », le plaidoyer le plus vibrant (repris en son temps par Kwamé Nkrumah). A la fin du 20^e, c'est un autre sud-africain, **Thabo Mbeki**, qui s'appuie sur le dynamisme retrouvé de la « nation arc-en-ciel », pour appeler les Africains enfin réunis à réaliser, au 21^e siècle, l'équivalent de leurs performances collectives des siècles passés. La boucle se fermerait-elle ?

LISTE DES PERSONNALITES INTERVIEWEES

Boutros Boutros Ghali – Egypte (né en 1922)

Défenseur du tiers-monde, Boutros Boutros-Ghali fut ministre des affaires étrangères de 1977 à 1991. Il a été, face à Moshé Dayan, l'un des principaux négociateurs des accords de paix israélo-arabes, en 1979. Il fut le sixième secrétaire général des Nations unies (1992-1996), puis le premier secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (1998-2002).

Joaquim Chissano – Mozambique (né en 1939)

Joaquim Alberto Chissano fut président de la République du Mozambique du 6 novembre 1986 au 2 février 2005. Après avoir participé à la guérilla contre la puissance coloniale portugaise, Chissano devint ministre des Affaires étrangères à l'indépendance du Mozambique en 1975. Il sera aussi un des personnages clefs du Frelimo alors parti unique. Après une période d'intérim, il succéda à Samora Machel à la tête du pays en 1986. Joaquim Chissano a été nommé conseiller à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en octobre 2005.



Joaquim Chissano
Photo : AFP

Frederik De Klerk – Afrique du Sud (né en 1936)

Frederik Willem de Klerk est un avocat, membre du Parti national, plusieurs fois ministre et ancien chef d'État sud-africain. Dernier président blanc de la République d'Afrique du Sud, de 1989 à 1994, il mena les réformes qui mirent fin à la politique d'apartheid en 1991, et les négociations constitutionnelles avec le Congrès National Africain de Nelson Mandela qui aboutirent au premier gouvernement multiracial du pays. En 1993, il reçoit le prix Nobel de la paix conjointement avec Nelson Mandela.



Frederik De Klerk
Photo : AFP

Alpha Oumar Konaré – Mali (né en 1946)

Homme politique malien, Alpha Oumar Konaré a été président de la république du Mali de 1992 à 2002 et président de la Commission de l'Union africaine jusqu'en 2008. Au plan national, son action est marquée par la restauration de la démocratie au Mali (malgré les difficultés de la tenue des élections générales en 1997), le règlement du conflit avec les Touaregs, et la mise en œuvre de la décentralisation. Sur le plan international, il a œuvré pour la paix sur le continent et l'intégration régionale.

Wangari Maathai – Kenya (née en 1940)

Wangari Maathai est une militante écologiste et politique. En 2004, elle devient la première femme africaine à recevoir le Prix Nobel de la paix pour « sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix ». Elle a fondé le mouvement de la *Ceinture verte* au Kenya. Engagée sur le plan de l'environnement, Wangari Maathai est aussi une militante pour le droit des femmes.



Wangari Maathai
Photo : AFP

Abdou Diouf – Sénégal (né en 1935)

Ancien Premier ministre de Léopold Sédar Senghor auquel il succèdera en 1981, Abdou Diouf fut Président du Sénégal jusqu'en 2000. Ses différents mandats furent placés sous le signe de l'approfondissement de la démocratie, initiée par son prédécesseur, de la libéralisation progressive de l'économie et de la décentralisation. Il a également contribué à faire entendre la voix du Sénégal dans le monde, et a lutté pour une plus grande unité africaine. Il est actuellement secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).



Abdou Diouf
Photo : AFP

Wole Soyinka – Nigéria (né en 1934)

Wole Soyinka est un écrivain nigérian. Il est le premier auteur africain et le premier auteur noir lauréat du prix Nobel de littérature, qu'il se voit décerner en 1986.

Emile Derlin Zinsou – Bénin (né en 1918)

Émile Derlin Zinsou fut président du Bénin 1968 à 1969. Il fut un des principaux opposants au régime de parti unique imposé par Mathieu Kérékou de 1972 à 1990. Dans le processus de démocratisation du pays, Émile Derlin Zinsou est membre du Haut Conseil pour la République fondé le 9 mars 1990 avec les anciens présidents Ahomadegbé-Tométin, Congacou et Maga. Il participe à la fondation de l'Union africaine le 12 juillet 2000 à Lomé.



Émile Zinsou
Photo : AFP

Nuruddin Farah – Somalie (né en 1945)

Nuruddin Farah est un écrivain somalien de langue anglaise. Il a publié deux trilogies romanesques qui constituent, à ce jour, l'essentiel de son œuvre. Son œuvre est l'une des plus importantes de l'Afrique anglophone.

Romuald Fonkoua – Cameroun

Directeur de la rédaction de *Présence Africaine*, Romuald Fonkoua est l'un des spécialistes des littératures africaine et antillaise.

Abel Goumba – République centrafricaine (1926-2009)

Abel Goumba, docteur en médecine, en exil forcé entre 1964 et le début des années 80, fut Premier ministre à deux reprises (1959 et 2003) et vice-président de la République centrafricaine entre 2003 et 2005 sous le mandat du Général Bozizé.

Kenneth Kaunda – Zambie (né en 1924)

Kenneth Kaunda, surnommé "le Gandhi africain", devint le premier président de la Zambie indépendante et demeura en fonction du 24 octobre 1964 au 2 novembre 1991. Kaunda instaura une dictature à parti unique dans les premières années de l'indépendance. Il fit de l'UNIP le seul parti politique autorisé au motif d'éviter l'éclatement du pays.

Boubacar Boris Diop – Sénégal (né en 1946)

Boubacar Boris Diop, romancier, essayiste, dramaturge, et scénariste, fut aussi le directeur du *Matin* de Dakar.

Mac Maharaj – Afrique du Sud (né en 1935)

Mac Maharaj, d'origine indienne, homme d'affaire et homme politique sud-africain, est membre de l'African National Congress. Engagé dans la lutte contre l'apartheid et membre du parti Communiste sud-africain, il fut incarcéré avec Nelson Mandela dans la prison de Robben Island. Il a secrètement fait sortir de la prison en 1976 le manuscrit des mémoires de Nelson Mandela, *Long Walk to Freedom*. Entre 1988 et 1990, il dirigea l'Opération Vula, organisation de résistance armée. Il fut le premier ministre des transports de l'Afrique du Sud devenue démocratique, entre 1994 et 1999.

Sarah Maldoror - France

Sarah Maldoror, cinéaste française d'origine guadeloupéenne, est une des figures de proue du cinéma africain et du cinéma antillais. Après des études de théâtre et la création de la première troupe noire à Paris, « Les Griots », Sarah Maldoror étudie le cinéma à Moscou. Elle a réalisé de nombreux documentaires militants et des fictions pour la télévision.

Frank Chikane – Afrique du Sud (né en 1951)

Ecrivain et ecclésiastique sud-africain, Frank Chikane est membre de l'African National Congress. Chikane fut ordonné prêtre en 1980, et oeuvra pour des causes sociales, notamment l'éducation des adultes. Il fut un des leaders de la dénonciation chrétienne de l'Apartheid et fut mis en prison plusieurs fois à cause de cette lutte. Sous Thabo Mbeki il fut directeur général de la présidence sud africaine.

Justin Bomboko – République Démocratique du Congo (né en 1928)

Homme politique congolais, Justin Bomboko a fait partie du gouvernement de Lumumba comme ministre des Affaires étrangères. Encouragé par la Belgique à renverser Lumumba, il deviendra président du Collège des commissaires généraux, puis ministre des Affaires étrangères sous Mobutu. En 1967, il rédige avec Mobutu, Étienne Tshisekedi et Singa Udjuu, le manifeste de la Nsele, créant ainsi le Mouvement populaire de la Révolution (MPR). Ce parti deviendra ensuite le parti unique et le parti-état.

Abbé Mpundu – République Démocratique du Congo (né en 1951)

L'Abbé Mpundu, né au Congo Kinshasa, a été très lié au Cardinal Joseph Albert Malula, archevêque de Kinshasa de 1964 à 1989.

Claude Ernest Ndalla – République du Congo (né en 1937)

Homme politique congolais, Claude-Ernest Ndalla fut un des leaders du Parti Congolais du Travail (PCT) juste après sa fondation en 1969. Il est actuellement conseiller spécial du président Denis Sassou Nguesso.

Ngozi Okonjo Iweala – Nigéria (née en 1954)

Directrice générale de la Banque Mondiale, Ngozi Okonjo-Iweala a été la première Nigériane ministre des finances de son pays de 2003 à 2006, avant de devenir ministre des affaires étrangères en 2006. Elle pilote le dispositif d'aide aux pays en développement, victimes de la crise.

Pedro Pires – Cap Vert (né en 1934)

Homme politique cap-verdien, premier ministre de 1975 à 1991, Pedro Pires est l'actuel président de la République depuis le 22 mars 2001. Leader du PAICV (Parti Africain pour l'Indépendance du Cap Vert), devenu social-démocrate après avoir été marxiste, il fait partie des vétérans de la lutte contre la colonisation portugaise en Guinée-Bissau et au Cap Vert.



Pedro Pires
Photo : AFP

Jean-Luc Raharimanana – Madagascar (né en 1967)

Jean-Luc Raharimanana est un écrivain malgache qui écrit en français. Il est journaliste, enseignant, auteur de nouvelles, de pièces de théâtre et de romans. Dans un style violent et lyrique, il y décrit la corruption et la pauvreté qui sévissent sur son île, avec des rappels sur la douloureuse histoire de son pays.

Roi Houédogni – Bénin

Houédogni Béhanzin, roi d'Abomey (capitale historique du royaume du Dahomey) est aussi représentant élu du conseil national des rois du Bénin.

Kifle Selassié – Ethiopie

Poète et écrivain éthiopien, Kifle Selassié est l'ancien directeur du Fonds International pour la Promotion de la Culture (FIPC/UNESCO).

Shula Marks – Afrique du Sud (née en 1938)

Shula Eta Marks, est professeur émérite d'Histoire à l'Ecole des études orientales et africaines de l'Université de Londres.

CURRICULUM VITAE

ELIKIA M'BOKOLO - Auteur

Elikia M'Bokolo est né en Afrique, avant de venir étudier en France (Ecole Normale Supérieure, Agrégation d'Histoire).

Depuis 1975, sa carrière universitaire se déroule à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris où il est aujourd'hui directeur d'études. Il a enseigné également à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Ses activités d'enseignant chercheur se déroulent aussi dans les universités du monde entier (Kinshasa, Antananarivo, Maputo, San Marino, Lisbonne, New York).

Attentif aux besoins des sociétés africaines en mutation, il sert de conseil auprès de l'UNESCO pour les problèmes de la culture, du développement et de la démocratisation et travaille avec de nombreuses associations et ONG en France et en Afrique. Il est aussi impliqué dans les actions de la société civile du Congo-Kinshasa, son pays natal.

Depuis de longues années, il produit pour RFI l'émission d'histoire africaine *Mémoire d'un continent*.

Elikia M'Bokolo est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Afrique, parmi lesquels :

- *NOIRS ET BLANCS EN AFRIQUE EQUATORIALE* (Ed. de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1981)
- *L'AFRIQUE AU XX^e SIECLE. LE CONTINENT CONVOITE* (Seuil, 1985)
- *AFRIQUE NOIRE : HISTOIRE ET CIVILISATIONS* (Hatier, 2 volumes, 1993 et 1995)
- *L'AFRIQUE ENTRE L'EUROPE ET L'AMERIQUE : LE ROLE DE L'AFRIQUE DANS LA RENCONTRE DES DEUX MONDES* (Unesco, 1995)
- *AU CŒUR DE L'ETHNIE : ETHNICITE, TRIBALISME ET ETAT EN AFRIQUE*, co-édité avec J.-L. Amselle (La Découverte, 1999)
- *N'KRUMAH* (Presses de Sciences-Po, 2005)

PHILIPPE SAINTENY - Auteur

Diplômé en droit et en sociologie, Philippe Sainteny se tourne très tôt vers l'Afrique. Il part pour Ouagadougou comme professeur.

Collaborateur du service de la recherche à l'ORTF (1967-70 et 1972-74), Responsable de la rubrique environnement à *24 heures sur la 2* (1970-72), Chroniqueur à France Inter (1974-75), Coanimateur du magazine *Temps fort* à France Inter (1975-77), Chroniqueur à Radio France Internationale (RFI) et à France Culture (1976-77), Coanimateur de l'émission *A la bonne heure* sur TF1 (1976-78), Producteur délégué à l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) (1979), Chef du service société-culture, Conseiller à la direction de l'information et Editorialiste à TF1 (1981-83), Directeur de l'information et des programmes (1983-86), Directeur des programmes et du développement (depuis 1986),

Conseiller personnel du président-directeur général et Producteur de *Livre d'or* (les grands entretiens de RFI) de RFI, Membre de la Commission supérieure des sites et des paysages (1982-91), ancien Président de l'Association des amis du patrimoine architectural vietnamien (1994), membre de la commission de terminologie du ministère des affaires étrangères.

Il était rédacteur en chef à Radio France Internationale jusqu'en 2006. Il est intervenant et enseignant en DESS médiation culturelle Paris III, Sorbonne Nouvelle.

Filmographie sommaire et œuvres diverses :

- *Famine 1975*
- *John Kenneth Galbraith ou les avatars de la prospérité*
- *Une image de la France en l'an 2000*
- *La Provence déchiffrée*
- *Les Grandes cités*
- *Un homme, un lieu* (Alexandre Sanguinetti et l'Hôtel des Invalides; Jean Bernard et les jardins du Luxembourg)
- *La TV que j'aime* (Françoise Giroud, Sempé, Michel Tournier, Haroun Tazieff)
- *Livre d'or* (entretiens radiophoniques avec notamment Claude Lévy-Strauss, Achille Bembé, Léopold Sédar Senghor, Edgar Faure, Abdou Diouf, Georges Balandier, Georges Dumézil, Françoise Héritier). Auteur de deux autres coffrets sonores : *Entretiens avec Abdou Diouf, Léopold Sédar Senghor, enregistrement historique*.
- *Passions communes*, (rencontre entre Georges Duby et Bronislaw Geremek), éditions Le Seuil
- *Pierre Benoît, l'artisan prisonnier*
- *Mémoire vivante* (entretien avec François Bloch-Lainé, Bronislaw Geremek)

ALAIN FERRARI - Réalisateur

Alain Ferrari est né en Syrie. Après avoir obtenu le Premier Prix au Concours Général de Philosophie et une Licence de Lettres, il entre à l'IDHEC (section réalisation).

Assistant de Robert Bresson, il met en scène des films de fictions avant de se consacrer à la réalisation de documentaires dont certains pour le grand écran (*BOSNA !* ou *Milice, film Noir*, entre autres).

De 1980 à 2000, il réalise ainsi plus de 40 documentaires consacrés notamment à l'histoire et dont certains sont considérés aujourd'hui comme des films de référence (*Les Aventures de la liberté, Moyen Orient, La Nuit des hommes libres, Milice, film noir*, etc.).

Habitué au travail sur les archives et aux entreprises filmiques de longue haleine, il connaît très bien l'Afrique puisqu'il y a réalisé les nombreux épisodes de la série de fictions *Où vas-tu Koumba ?*

Filmographie documentaire sommaire :

- *LES GRANDES CITÉS OU LES MIRAGES DE L'URBANISME* (60 min)
- *MARIA CALLAS OU VISSI D'ARTE* (75 min)
- *QU'AVEZ-VOUS FAIT DE VOS VINGT ANS: LEVI STRAUSS* (52 min)
- *LES 1001 VISIONS DE DALI* (52 min)
- *LES AVENTURES DE LA LIBERTÉ* (4 x 52 min)
- *MOYEN-ORIENT* (2 x 60 min)
- *UN JOUR DANS LA MORT DE SARAJEVO* (63 min)
- *BOSNA!* (117 min)
- *HAUTE SURVEILLANCE* (Soirée théma: *VIE PUBLIQUE-VIE PRIVÉE*) (58 min)
- *MAX JACOB* (Série *Un siècle d'écrivains*) (52 min)
- *MALRAUX OU LA GRANDE VIE* (90 min)
- *GEORGE VEDEL OU L'ESPRIT DE LA LOI* (52 min)
- *PIERRE BENOIT, L'ARTISAN* (52 min)
- *HANNAH ARENDT, LA JEUNE FILLE ÉTRANGÈRE* (52 min)
- *LA NUIT DES HOMMES LIBRES* (241 min)
- *MILICE, FILM NOIR* (138 min)
- *QUAND LA NEIGE SÉRA NOIRE, MÉMOIRES D'ENFANTS DE TROUPE* (52 min)
- *LE SIÈCLE DES INTELLECTUELS* (épisode 3) (52 min)
- *UN PARCOURS ALGÉRIEN* (2 x 90 min)
- *PAGNOL ET COMPAGNIE* (60 min)

JEAN-BAPTISTE PÉRETIÉ – Co-réalisateur

Pour la série, Jean-Baptiste Péretié, né en 1977, a réalisé les tournages en Afrique du Sud et au Kenya et les entretiens avec Wangari Maathai, Kenneth Kaunda, Nuruddin Farah ou Ngozi Okonjo-Iweala.

Il a récemment réalisé une série de dix courts-métrages documentaires pour Arte.

En 2008, il a réalisé pour le Mémorial de la Shoah une série d'entretiens filmés avec d'anciens internés du camp de Drancy et en 2005-2006, il a mené pour l'INA des grands entretiens filmés avec une cinquantaine de rescapés de la Shoah et de spécialistes du sujet, parmi lesquels Robert Badinter, Jean-Marie Lustiger, Serge Klarsfeld ou Annette Wieviorka.

Il réalise aussi régulièrement des documentaires et des grands entretiens pour France Culture, pour les cases « Sur les docks » et « A Voix nue ».

Enseignant en prépa Sciences Po pendant 5 ans (histoire et culture générale), il a publié en 2004 aux éditions La Découverte "Vrai comme au cinéma", au sein de l'ouvrage collectif *Vrai et Faux dans la Grande Guerre*.

Jean-Baptiste Péretié a étudié la photographie et le cinéma à la PUC de Santiago du Chili et l'histoire à la London School of Economics. Il est titulaire d'un DEA d'histoire (Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales) et diplômé de Sciences Po Paris.

TANCREDE RAMONET - Producteur

Tancrede Ramonet est auteur de documentaires et producteur audiovisuel. Diplômé en Philosophie (Sorbonne), Management (Paris-Dauphine), Création documentaire (La Havane) et Production internationale (EURODOC), il a fondé la société indépendante de production audiovisuelle de documentaires et de fictions *Temps noir* en 2002.

Il produit des films autour de problématiques sociales, historiques, artistiques et culturelles. Parmi ses nombreuses productions: *Cuba, une odyssée africaine* de Jihan El-Tahri, *L611-1, au coeur de l'inspection du travail* de Jean-Yves Cauchard, *Moi Fidel Castro* d'Axël Ramonet, *Les Ombres du bagne* de Patrick Barbéris et Tancrede Ramonet, *Colonia Dignidad* de José Maldavsky.

Vice-président de l'association *1000 cultures*, co-fondateur du projet artistique *Régis Jauffret et ses nègres*, Membre du Jury *Défi jeunes*, intervenant à l'INA sup et à l'Université Paris IX Dauphine, il est membre de l'USPA, du *Club Galilée* et du C7.

Tancrede Ramonet et *Temps noir* ont obtenu en 2006 le Prix du meilleur jeune producteur français.



154 rue Oberkampf, 75011 Paris, France
TEL : +33(0)1 55 28 33 87 - FAX : +33(0)1 55 28 33 91 - EMAIL: tempsnoir@tempsnoir.com
WEB : www.tempsnoir.com